

CALAIS

Novembre 2011 - Avril 2014

Chronologie *non exhaustive* des contrôles d'identité, interpellations, intimidations, fermetures de squats, etc, subis par les exilé-e-s.



Cette chronologie est basée sur une compilation d'informations alimentée par diverses sources, majoritairement les blogs : <http://calaismigrantsolidarity.wordpress.com> des militant-e-s du réseau Calais Migrant Solidarity, et <http://vibrations0migratoires.wordpress.com> créé et mis à jour par l'association La Marmite aux Idées. Blogs que vous pouvez d'ailleurs consulter pour approfondir les éléments présentés ci-dessous.

Elle est également enrichie par de multiples témoignages d'exilé-e-s et des informations tirées d'observations faites par des bénévoles associatifs , des articles de presse etc...

Elle n'a pas la prétention d'être exhaustive, la qualité et la quantité des éléments rapportés variant avec la présence de militant-e-s sur place pour observer et couvrir les multiples événements.

Avec cette chronologie, nous essayons de donner à voir le caractère systématique du harcèlement des exilé-e-s à Calais, en construisant une vue d'ensemble partielle et dans la durée du contrôle de la vie quotidienne des migrantEs par les institutions et les forces de police.

Ce document s'accompagne d'une liste de pièces (témoignages, photos, articles de presse...) qui étaient et illustrent certains événements.

Mardi 15 novembre 2011

Pendant l'évacuation d'un squat, un militant avait été maltraité par des policiers de la PAF. Il avait été embarqué avec un autre, en garde à vue. Puis il a été accusé d'avoir résisté avec violence à Bertrand Chapey, Patrick Lelong, Laëtitia Manero, agents de la PAF de Coquelles.

3 amis sans papiers sont venus témoigner au tribunal des coups de pieds que les policiers avaient donné à l'accusé. Le résultat du procès est arrivé le 28 février 2012 : relaxe pour le militant

La personne sans papiers qui avait été entendu comme témoin au tribunal a ensuite subi des harcèlements et menaces de la part d'agents de la PAF, qui l'ont poussé à quitter Calais. La police fait appel de la décision de relaxe.

Mardi 22 novembre 2011

Raid de la police au squat des érythréens, une personne arrêtée et placée en contrôle d'identité pendant 11 heures.

Jeudi 24 novembre 2011

Raid policier à la jungle iranienne. Destruction des tentes et perte des sacs de couchage et des couvertures. Aucune arrestation.

Mercredi 30 novembre 2011

- Un campement de six tentes habité par des personnes de nationalité albanaise à proximité de l'hoverport a été envahi le matin par cinq voitures de police : CRS, police nationale et PAF.
- Les CRS ont de plus bloqué l'entrée du lieu de distribution du petit déjeuner, vérifiant systématiquement les identités des personnes.

Jeudi 1er décembre 2011

- Raid de la PAF à la Palestine House, rue des Quatre Coins, s papiers de chacun ont été contrôlé mais personne n'a été arrêté.
- Raid des CRS au squat bâtiment de l'université à 10 heures. La plupart des personnes se sont enfuies, celles qui sont restées avaient des papiers de demande d'asile et de fait ne craignaient pas les déportations.
- Trois voitures de la compagnie 7 de CRS sont retournées à la Palestine House au cours de la journée, pour vérifier à nouveau les papiers d'identité qui avaient déjà été contrôlés par la PAF le matin. Les policiers ont également tenté d'intimider les activistes, les menaçant de leur confisquer leurs caméras.

Vendredi 2 décembre 2011

- La police s'est rendue 4 fois (10h30, 14h00, 19h00, 19h30) dans les cabines appartenant au bâtiment de l'université (nouvelle « Africa House) où vivent une grande partie des migrants qui ont été expulsé de l'ancienne « Africa House ». Deux migrants on été arrêtés, la plupart se sont enfuis. Ils ont également arrêté des demandeurs d'asile qui leur ont pourtant montré leurs papiers.
- Un contrôle de police a également eu lieu à la Palestine House, les papiers on été vérifié mais personne n'a été arrêtée.

Lundi 5 décembre 2011

- La police s'est rendue à la Palestine House à 9h00 et 15h30, deux personnes ont été arrêtées.

Mardi 6 décembre 2011

Visite de la police au cabinet de l'université aux alentours de 7h20. Deux personnes ont été arrêtées.

Mercredi 7 décembre 2011

Visites de la police au cabinet de l'université aux alentours de 7h20. Cinq personnes ont été arrêtées. Les CRS sont venus 30 minutes après pour revérifier les papiers de tout le monde.

Vendredi 9 décembre 2011

- La nuit du jeudi au vendredi, la police s'est à nouveau rendue à la Palestine House à 1 heure du matin, la plupart des exilés ayant des papiers, aucune arrestation n'a été faite.
- Le matin, les CRS et la PAF ont fait un raid à l'Africa House, tout le monde a été emmené dans une pièce pour que les agents de police procèdent à une vérification d'identité. 10 personnes, avec et sans papiers ont été arrêtées.

Jeudi 13 décembre 2011

A 8h30 du matin, un bulldozer qui avait fini de démolir un vieux squat de migrant majoritairement africains s'est rendu sur les lieux de l'« Africa house » qui était actuellement habité sans prendre en compte les gens qui étaient là et sans leur communiquer aucune indication sur ce qu'ils comptaient faire. Ils ont commencé à démolir l'un des bâtiments alors que des gens dormaient encore à l'intérieur et ont fini par arrêter lorsque les personnes présentes dans le lieu leur ont dit que des personnes y dormaient. Personne n'a été blessé.

Dimanche 18 décembre 2011

Descente de police vers 9h au squat de l'université, pas d'arrestation.

Mardi 20 décembre 2011

Aux alentours de 7h30, un van et une voiture de CRS se sont rendus au bâtiment de l'université, suivi de près par deux vans d'arrestation. Ils ont couru à l'intérieur des bâtiments et un activiste a vu son sifflet être arraché de son cou par l'un des policiers et a été violemment plaqué à terre. Une caméra a également été endommagée. Quatre activistes étaient sur les lieux et on été emmenés dans une pièce séparée des migrants. Six migrants et trois activistes ont été arrêtés. La plupart des personnes ont été relâchées dans l'après-midi, deux activistes le soir. Un des activistes a été gardé 24 heures, avec des charges d'agression à l'encontre d'un agent de police ont été retenues (il a été accusé, à tort, de lui avoir fait une entorse au doigt, trois autres policiers ayant fait des faux témoignages l'attestant) et il a été emmené au tribunal de Boulogne-sur-mer dès le lendemain matin, sans avoir pu contacter un avocat ou quelqu'un à l'extérieur. Il a été condamné, banni du Pas-de-Calais pour un an, avec un mois de prison avec sursis.

Jeudi 22 décembre 2011

Mort d'Ismaël, migrant d'origine éthiopienne, vivant à Calais depuis quelques temps déjà. Son corps est découvert en bas d'un pont, la police a conclu au suicide sans autopsie ni enquête approfondie.

Vendredi 5 janvier 2012

En début de matinée, la police s'est rendue au squat de l'université, huit migrants ont été arrêtés et relâchés environ une heure après. Cinq activistes qui ont refusé de donner leurs papiers ont également été arrêtés pendant 24 heures et ont subi menaces et intimidations telles qu'êtres enfermés pendant trois mois avec les « *meurtriers et les criminels* » ce qui les ferait « *hurler d'horreur* » pour qu'on les laisse sortir.

Cf. photos et vidéos disponibles

Mardi 16 janvier 2012

Raid et destruction par la police à la jungle afghane. Les vêtements, sacs, tentes et couvertures ont disparu.

Mercredi 17 janvier 2012

Raid et destruction par la police à la jungle iranienne. Douze personnes ont été arrêtées et tout le matériel (tentes, couvertures...) a été « confisqué » par la police.

Vendredi 20 janvier 2012

Aux alentours de 9h00, vingt policiers et officiers de la PAF ont fait une descente à l' « Africa House » (le squat de l'université). Alertés par les militant-e-s sur place, beaucoup de migrants ont pu s'enfuir mais sept d'entre eux ont malgré tout été arrêtés. Les militant-e-s ont aussi été arrêtés et relâchés aux alentours de 19h00 avec des injonctions à comparaître devant les tribunaux au motif de refus d'empreintes et de donner des papiers d'identité.

Cf. vidéos et photos disponibles

Mercredi 25 janvier 2012

- Évacuation de la jungle iranienne qui avait été détruite il n'y a même pas une semaine. Sept fourgons de CRS étaient présents et ont embarqué les tentes des personnes. Dix personnes ont été arrêtées.
- Venue de la police au squat de l'université pour prendre des photos.
- Arrestations à proximité du lieu de distribution des repas à l'heure du petit déjeuner.

Dimanche 29 janvier 2012

Contrôle au faciès d'exilés par les CRS au parc Richelieu.

Cf. photos disponibles

Vendredi 1er février 2012

Forte surveillance policière du BCMO (lieu d'hébergement des migrants mis à disposition par la mairie lorsque le plan grand froid est déclenché). La police est venue pendant la nuit, et attendait également les gens à la sortie le matin pour procéder à un comptage.

Mercredi 6 février 2012

Une notification d'expulsion datant du 30 janvier a été placardée sur les murs du bâtiment de l'université, plus connu sous le nom d' « Africa House ».

Jedi 9 février 2012

Dans la nuit, les CRS sont venus au squat de l'université et ont arrêtés quatre personnes.

Vendredi 10 février 2012

Raid des CRS au squat de l'université, arrestation de cinq migrants. Sur le chemin du retour, les policiers ont également émis le commentaire suivant : « merci pour la visite ».

Samedi 11 février 2012

Le matin, les CRS se livraient à un contrôle d'identité dans les rues autour de l' « Africa House ». Les exilés devaient montrer leurs papiers sur le chemin des accès principaux au lieu de distribution, ou faire un détour. Au moins une personne a été arrêtée sur le chemin du petit déjeuner.

Jeudi 16 février 2012

- Raid policier à la jungle pashtou et destruction des tentes. Les effets personnels des personnes ont été emmenés par la police ainsi que les sacs de couchage.
- Quatre exilés soudanais qui ont été arrêtés à Calais ont été déportés au Soudan, et une cinquième personne devait l'être mais a refusé d'embarquer dans l'avion. Voici son témoignage :

“Everyone knows the situation in Sudan and especially Darfur, there are no rights for humans, so why are France deporting us? There are also no rights for us here in France, we are not treated as humans. In Darfur, in 2003, 500 plus people were killed in one day; this was my village, Anka. They destroyed our village, raped the women, put children in the fire. Like the devil. In this moment I wished to die. I saw mass graves. Since 2003, people have left our village, until this day they can't go back. People can't leave the camps; there is no security in the region. Why is the United Nations staying silent? United Nations community love money, not people. Why did they go to Libya to fight? For oil and money. They don't come to Sudan even when the president is committing atrocities. We, black people, are not treated as human. It seems like a bad dream but this is reality, a nightmare. I was one year in jail in Sudan, these are my scars, you can see where they tortured me with hot water on my legs. After I was set free I had to come each week to sign in in order to not be killed, I ran away”.

Mardi 21 février 2012

L'exilé soudanais qui avait refusé d'être embarqué dans l'avion en vue d'être déporté au Soudan a été emmené à l'aéroport de Paris une deuxième fois. Le vol pour Francfort qu'il devait prendre pour aller au Soudan a été annulé et il a donc été ramené à Coquelles. Maintenant, plus de Soudanais sont à Coquelles et un processus de demande d'expulsion au Soudan a été entamé. L'un d'entre eux a tenu ces propos : *«Je suis parti de l'enfer pour arriver en enfer et je vais maintenant être forcé de retourner en enfer»*.

Vendredi 2 mars 2012

Trois vans de CRS et deux voitures de police (trente policiers au total), sont venus au squat de l'université ce matin. Les exilés qui n'avaient pas de papiers se sont enfuis et la police a crié *« pas de problèmes aujourd'hui pas d'arrestations »*. La police a pris les noms des personnes, leurs dates de naissance et pays d'origine. Ils sont restés plus de quarante minutes dans l'enceinte du bâtiment.

Mardi 6 mars 2012

Quinze policiers sont à nouveau venus à l'« Africa House ». Ils ont procédé à des contrôles d'identité mais aucune arrestation n'a eu lieu.

Jeudi 8 mars 2012

En revenant du lieu de distribution alimentaire, un migrant a été arrêté par la PAF et emmené à Coquelles. Il est maintenant menacé d'expulsion.

Vendredi 9 mars 2012

Neuf agents de la PAF (un van, une voiture et un van d'arrestation) ont fait une descente au squat surnommé « Paradise ». Personne ne se trouvait à l'intérieur, ils ont grimpé la grille et s'en sont pris aux lits et des bruits fort de dégradation ont été entendu depuis l'extérieur.

Cf. photos disponibles

Samedi 10 mars 2012

Trente agents de police, la compagnie 23 des CRS et la PAF se sont rendus au squat de l'université. Ils ont séparé les personnes possédant des papiers des personnes n'en possédant pas, les ont compté et ont pris les noms.

Jeudi 15 mars 2012

Expulsion du squat de l'université (aussi connu sous le nom d' « Africa House », la majorité des exilés étant soudanais, tchadiens et érythréens, même si des afghans et des iraniens y vivent également). Aux alentours de 7h30, une vingtaine de fourgons de la PAF et des CRS sont arrivés, accompagnés de véhicule de la BAC, du sous-préfet Alain Gérard et de la municipalité représentée par le premier adjoint au maire. Les migrants n'ont pas pu récupérer leurs affaires enfermées à l'intérieur des bâtiments et ont du quitter les lieux alors que des personnes de type européen ont pu récupérer quelques affaires, sacs de couchage et tentes. Soixante relogements avaient été promis par la police pour les exilés vivant au squat, seules neuf places ont été proposées, avec quelques places de foyers trouvées en urgence après des coups de téléphone.

Cf. photos, vidéos, jugements disponibles

Vendredi 16 mars 2012

- Les exilés expulsés de l' « Africa House » ont trouvé refuge au lieu de distribution alimentaire rue de Moscou. Après avoir tourné toute la nuit autour du lieu et éclairé les personnes avec leurs lampes torches, un van de police est entré sur le lieu de distribution à 10h30 pour prévenir les migrants qu'ils allaient être arrêtés s'ils ne partaient pas. Ils ont aussi écrit le nom des personnes et menacé de fermer le lieu de distribution à tout le monde s'ils restaient, sous le regard de Philippe Mignonnet, adjoint au maire.

Cf. photos disponibles

- A 15 heures, cinq voitures de la PAF sont revenues avec deux vans (vingt cinq agents de police et le sous-préfet) pour expulser brutalement (en les attrapant et les tirant dehors) les quelques personnes qui n'étaient pas encore parties. Ils ont mis les sacs de couchages et les couvertures dans les poubelles.

Cf. photos disponibles

- Le soir, quatre personnes ont été arrêtées dans le parc Richelieu.

Samedi 17 mars 2012

Raid des CRS à la Palestine House, quinze personnes arrêtées.

Lundi 19 mars 2012

A douze heures, trois vans de CRS compagnie 23, trois vans d'arrestation, deux vans de la PAF et quelques voitures de la police (approximativement trente agents), ont procédé à l'évacuation d'un nouveau squat, dans un bâtiment détenu par l'OPH, qui hébergeait les personnes expulsées de l' « Africa House » et de la zone de distribution alimentaire (trente à quarante migrants tchadiens, soudanais, érythréens, iraniens et afghans y vivaient). Quinze personnes ont été arrêtées, et la plupart des exilés n'ont pas pu récupérer leurs affaires.

Cf. photos disponibles

Mardi 20 mars 2012

Les personnes expulsées qui avaient trouvé refuge dans une autre maison vide se sont à nouveau fait expulser par la police au matin. Personne n'a été arrêté.

Mercredi 21 mars 2012

La police s'est à nouveau rendue au squat à proximité de la poste à 9 heures du matin. Pas d'arrestations mais ils ont fouillé dans les sacs personnels des migrants.

Mercredi 28 mars 2012

- Au cours de la soirée, visite de la police à la « Palestine House », contrôle d'identité et arrestations de quelques migrants.
- A 1 heure du matin, visite de la police et expulsion d'un squat hébergeant douze personnes.

Jeudi 29 mars 2012

- Tôt dans la matinée, un squat hébergeant majoritairement des érythréens a été envahi par la police qui a procédé à un contrôle d'identité et a arrêté deux personnes.
- Avant et après la distribution alimentaire de 18 heures, de nombreux contrôles d'identité ont eu lieu. Un groupe d'exilés a été stoppé par les CRS à proximité de la mairie et quatre d'entre eux ont été arrêtés. Au même moment, deux activistes ont été violemment interpellés par des CRS alors qu'ils marchaient dans la rue. Ils les ont poussés contre le mur en leur demandant leurs papiers, l'une a été emmenée de force dans le van alors que l'autre a été poussée au sol. L'activiste a été gardée 24 heures, et est sortie du poste avec la charge d'outrage.
- Aux alentours de 8 heures, les CRS ont contrôlé l'identité des migrants réunis aux parcs Richelieu. Les activistes sur place et un exilé ont été poursuivis dans le parc par les CRS avant d'être plaqués au sol et battus avec les matraques. Ils ont été arrêtés et battus encore à l'intérieur du van avant d'être jetés au sol au poste de police alors qu'ils étaient menottés. Ils ont été relâchés après 48 heures et chargés de violence contre la police.
- A 23 heures, le squat des iraniens a été évacué. Aucune arrestation.

Mercredi 4 avril 2012

Début de grève de la faim au centre de rétention de Coquelles d'un exilé Iranien, emprisonné là-bas depuis 20 jours et attend d'être déporté en Hongrie où il affirme n'être jamais allé.

Jeudi 6 avril 2012

Témoignage de la personne iranienne en grève de la fin à Coquelles :

« Hello my dear friends and thank you for helping me.

I have been in French prison for 20 days. I am going to shorten my speech - I had many difficulties in Iran, that is why I escaped. Religious and political difficulties, I can't write them all here. Actually you know about the problems in Iran. I shall tell you some of them; firstly, I could never say what was in my heart otherwise I would be oppressed, put in prison or even executed. I escaped from Iran to Europe to have a good and comfortable life and I wish to live peacefully. What a pity it's not like that. There are the same spiritual and physical oppressions as in Iran, while they claim they are human rights defenders. Is this a human right? Do I have the right to live? If I do, why do they treat us like animals and put us in prison? All of this is lies. They just make speeches on TV but actually everything in this world is lies. All dreams, nothing more.

Now I shall tell you about the difficulties afflicted on me by this country. I have neither seen Hungary, my feet have never touched the soil of Hungary. Nor have I fingerprints or claimed asylum there. Why does Hungary want me? And why is France going to deport me to a country where I have no fingerprints - I have never even wanted to be in that country.

I am very angry about the Judge's verdict and have stopped eating. I will not eat again until I am judged correctly. I will not eat even if I die. I write this to you dear friends so that you know everything that happened to me. Follow my situation, don't forget me because the French police have threatened me with three years imprisonment unless I accept the deportation to Hungary.

Thank you dear friends. Until the day of absolutely freedom and correct justice - goodbye. »

Mardi 11 avril 2012

Le propriétaire de la maison vide où les iraniens avaient trouvé refuge est venu le matin et a réveillé tout le monde. Peu de temps après, la police nationale et la PAF sont arrivés et ont évacué les migrants.

Mercredi 12 avril 2012

Déportation de l'exilé iranien en Hongrie. Il a continué sa grève de la faim jusqu'à sa déportation, c'est à dire pendant 8 jours.

Dimanche 16 avril 2012

18 personnes détenues au centre de rétention de Coquelles depuis 25 jours ont lancé un mouvement de grève de la faim afin de protester contre leurs conditions de détention. Voici leur lettre :

“Nous n’avons rien fait de mal. Nous n’avons commis aucun crime ou acte terroriste. Nous sommes ici depuis 15-20 jours au centre d’expulsion. Nous ne voulons pas rester dans ce pays et demander l’asile dans ce pays. Nous voulons juste quitter ce pays et ce centre d’expulsion. Nous avons nos empreintes digitales dans d’autres pays européens. Pourquoi sommes-nous ici si longtemps ? Nous ne sommes pas coupables. Ils nous traitent comme des animaux.

Nous demandons que nous voulons être libérés de ce centre d’expulsion et de ce pays. Nous voulons juste aller dans n’importe quel pays où nous avons des empreintes digitales, aussi tôt que possible.

Le 16 avril 2012 quelques 16 personnes de la zone verte ont commencé une action de protestation et ont arrêté de manger. Nous n’arrêterons pas cette protestation. Nous arrêterons seulement quand notre demande sera mise en oeuvre.

Nous voulons seulement une vie meilleure, et la liberté. Aidez-nous, qui que vous soyez qui lisez cette lettre, s’il vous plait.

Merci.”

Depuis que la grève de la faim a commencé, les activistes ont rencontré des problèmes d'accès aux visites des personnes grévistes.

Mardi 18 avril 2012

Expulsion du squat où vivent des personnes érythréennes et éthiopiennes qui ont toutes des papiers d'asile.

Mercredi 19 avril 2012

Un raid policier a eu lieu à 7 heures à la Palestine House, dix personnes ont été arrêtées et ont été relâchées plus tard dans la journée. Des papiers ordonnant l'expulsion du lieu ont été également fixés aujourd'hui au mur de ces ruines de l'ancienne usine Darquier situées à l'angle de la rue Monseigneur Piedfort et de la rue des quatre coins. Ce squat tient depuis le mois d'octobre 2009 où des palestiniens y avaient trouvés refuge, il a ensuite été rejoint par des afghans pendant l'hiver 2009-2012, puis par des soudanais à l'été 2011 après l'expulsion de leur squat, et abrite aujourd'hui encore plus de communautés différentes.

Jedi 20 avril 2012

- Une nouvelle compagnie de CRS, la compagnie 6 effectue de nombreux contrôles d'identité des exilés en route pour et autour du lieu de distribution alimentaire à l'heure du petit-déjeuner de 10 heures. Une militante témoigne du contrôle de cinq d'entre eux. Un activiste a également été arrêté pour outrage et emmené à Coquelles.

Cf. témoignage disponibles

- Les CRS sont revenus à deux heures, attendant que les exilés quittent le lieu de distribution amenant beaucoup de migrants à rentrer en courant à l'intérieur du lieu de distribution en attendant que la police parte.

Samedi 22 avril 2012

Au moins sept personnes enfermées au centre de rétention de Coquelles sont encore en grève de la faim.

Mercredi 2 mai 2012

- La PAF est venue aux alentours de 9 heures sur le lieu de distribution alimentaire et a expulsé tous les migrants qui avaient à nouveau trouvé refuge là-bas.

- La grève de la faim entamée le 16 avril par 18 migrants au centre de rétention de Coquelles est finie, puisque la plupart des grévistes ont été déportés.

Vendredi 4 mai 2012

Le lieu de distribution alimentaire a été de nouveau évacué un peu avant 8 heures, sept exilés ont été arrêtés. Les travailleurs municipaux ont emmené toutes les couvertures, les tapis, les palettes de bois, les tentes.

Cf. photo disponibles

Mercredi 9 mai 2012

Raid à la « Palestine House », dix personnes arrêtées, neuf ont été relâchées.

Jeudi 10 mai 2012

La « Palestine House » a été évacuée par la police à 8 heures. Les migrants ont été forcés de partir mais personne n'a été arrêté. Douze demandeurs d'asile se sont vus proposer des hébergements dans des foyers d'hébergement d'urgence et une cinquantaine de personnes se retrouvent à la rue. L'association Salam a pu récupérer quelques affaires personnelles des migrants et couvertures mais n'a été autorisé à faire qu'un seul voyage. Le reste ayant été enfoui sous les décombres lors de la démolition du bâtiment.

Cf. photos, jugements d'expulsion disponibles

Mercredi 16 mai 2012

- Trois raids de la police ont eu lieu au lieu de distribution alimentaire

Cf. photos disponibles

- Le matin, vingt personnes ont été arrêtées par la police, dont trois mineurs. Toutes les couvertures ont été sorties et couvertes de liquide de sorte à ce qu'elles ne puissent plus être utilisées.
- A quatre heures les agents sont revenus et ont pris des effets personnels, incluant des sacs et des papiers. Ils ont aussi fermé un trou qui permettait aux exilés de passer par les grillages pour s'y réfugier la nuit. En protestation, les migrants ont décidé de ne pas manger à Salam le soir, et se sont assis devant les grilles.
- A 21 heures, de nombreux vans de la PAF et des CRS, dont des vans d'arrestation, sont arrivés et ont évacué toutes les personnes assises devant les grilles. Plusieurs vans d'arrestation ont été remplis pour amener les migrants à l'hôtel de police de Coquelles, incluant ceux d'entre eux qui avaient des papiers. Des voitures de police sont restées à l'intérieur du lieu de distribution toute la nuit, bloquant notamment l'entrée.

Jeudi 17 mai 2012

- A 11h20, à la sortie du lieu de distribution alimentaire après le petit-déjeuner, cinq exilés afghans ont été contrôlés par des CRS qui les ont finalement laissé partir après l'intervention d'une bénévole de Salam.
- A 20h15, trois fourgons de CRS contrôlent les exilé-e-s devant le lieu de distribution du repas, trois d'entre eux sont arrêtés.

Vendredi 18 mai 2012

- Visite de la PAF autour de l'ancien bâtiment des douanes, en face du lieu de distribution alimentaire, où s'abritent quelques exilés. Ils ont procédé à des contrôles d'identité et au comptage des migrants.

Cf. photos disponibles

- A 22h50, aux alentours du lieu de distribution des repas, deux exilés courent dans les rues avec derrière eux une voiture de police qui, lorsqu'ils se séparent, suit l'un d'entre eux.

Samedi 19 mai 2012

- A 8h45, un van de CRS contrôle les exilés devant le lieu de distribution des repas.
- Entre 7h et 9h, tous les migrants dormant dans les environs (ancien bâtiment des douanes en face, pelouse à côté du bâtiment des douanes) ont été réveillés par la police pour un contrôle d'identité.
- A 10h15, deux migrants irakiens sont également contrôlés par les CRS.

Mardi 22 mai 2012

- Aux alentours de 22 heures, un squat près de l'hôpital a été fermé par la police, les tentes ont été déchirées et les couvertures jetées.
- Vers 23 heures, trois migrants contrôlés par les CRS s'enfuient en courant et ces derniers les pourchassent dans la rue.

Mercredi 23 mai 2012

- Au cours de la nuit, quatre mineurs ont été trouvés dans un camion et emmenés à l'hôtel de police de Coquelles par la PAF malgré le fait qu'ils aient déjà été arrêtés 4 fois auparavant.
- A 3 heures du matin, contrôle par la PAF des exilés dormant autour de l'ancien bâtiment des douanes.
- A 6h30, la PAF vient compter le nombre de migrants qui dorment sur le lieu de distribution alimentaire, et reviennent à 7h pour procéder à la même opération, arrêtent l'un d'entre eux et l'emmenent à Coquelles pour le relâcher après une vérification d'identité qui a duré seulement quelques minutes.
- A 15 heures, deux voitures de la PAF sont revenues au lieu de distribution et des agents ont contrôlé trois exilés.
- A 23 heures la PAF a procédé à un nouveau comptage des migrants y dormant.

Jeudi 24 mai 2012

- Nouvelle arrestation matinale par la PAF des quatre mineurs de la veille trouvés dans un camion.
- Raid des CRS au parc Richelieu, contrôle d'identité de tous les exilés. Deux d'entre eux ont été arrêtés bien qu'en possession de papiers d'asile.
- La PAF était présente au lieu de distribution alimentaire à l'heure des repas et est restée sur les lieux après, avec quelques associatifs qui s'attendaient à ce qu'ils expulsent les migrants y dormant. Un des agents de la PAF a dit à l'un des membres de l'association SALAM qui était resté dans son camion pour attendre leur départ la phrase suivante : « *Casse-toi enculé !* »

Vendredi 25 mai 2012

- Raid de la police sur le lieu de distribution aux alentours de 8 heures, environ vingt personnes ont été arrêtées, et toutes les couvertures ont été emportées à la déchetterie. Lorsque les associations ont voulu les récupérer la plupart des tentes étaient cassées. Trois sacs personnels ont également été retrouvés dans la benne.

Cf. photos disponibles

- Dans la matinée, une dizaine de migrants ont été arrêtés au parc Richelieu et emmenés à Coquelles. Les personnes arrêtées ont été relâchées aux alentours de 20h et témoignent n'avoir pas eu à manger de la journée. L'une d'entre elles affirme avoir dû attendre 2h avant d'avoir l'autorisation de se rendre aux toilettes.

- Aux alentours de 21 heures, la PAF intervient de nouveau au lieu de distribution et embarque de nouvelles personnes, dont certaines d'entre elles venaient juste d'être relâchées.

Mardi 29 mai 2012

- Le matin, les CRS sont venus réveiller les migrants dormant autour de l'ancien bâtiment des douanes pour un contrôle d'identité.
- Ils ont par la suite contrôlé trois fois les exilés qui attendaient devant ce lieu la navette du secours catholique pour les douches. En raison du manque de place dans la camionnette du secours catholique une bagarre a éclaté à 10h00 entre les exilés désirant s'y rendre.
- A 20 heures, quinze CRS de la compagnie 11 se sont rendus au parc Richelieu et ont contrôlé plusieurs groupes d'exilés assis dans le parc, arrêtant au moins deux d'entre eux dont un qui leur avait montré ses papiers d'asile.
- Dans la soirée, un petit squat hébergeant douze personnes a été évacué et les migrants y vivant n'ont pas été autorisés à y récupérer leurs affaires.

Mercredi 30 mai 2012

La police a évacué un squat rue Descartes qui hébergeait un petit groupe de migrants et le bâtiment a été sécurisé pour les gens ne puissent plus y rentrer.

Lundi 18 juin 2012

Un exilé erythréen est emprisonné, il témoigne de chantages.

Cf. témoignage disponible

Mercredi 20 juin 2012

Un exilé afghan est emmené par la PAF à 35 mn de Calais et laissé sur le bord de la route.

Cf. témoignage disponible

Vendredi 22 juin 2012

Six jeunes de nationalité érythréenne sont arrêtés pendant la nuit, alors qu'ils tentent de passer en Angleterre. Les policiers chargés de leur arrestation les conduisent à plusieurs kilomètres de là et les laissent en pleine nuit sur une route qu'ils ne reconnaissent pas, sans leur indiquer de direction pour qu'ils regagnent Calais. Parmi ces jeunes, une jeune fille va par la suite être victime d'une agression par un chauffeur qui l'a prise en stop, et sera conduite à l'hôpital par la police le lendemain matin.

Jedi 28 juin 2012

Nouvelle expulsion du campement installé autour de l'ancienne douane, et destruction des effets personnels.

Cf. photos et vidéos disponibles

Vendredi 29 juin 2012

Nouvelle expulsion du campement installé au lieu de distribution des repas.

Cf. vidéo disponible

Mercredi 04 juillet 2012

Un exilé est victime de violences policières

Cf. témoignage disponible

Jeudi 5 juillet 2012

- Expulsion du lieu de distribution alimentaire, trente cinq à quarante personnes arrêtées dont des mineurs. Les sacs de couchage, couvertures et tentes ont été remportées par la police. Après discussion entre le père de deux mineurs appuyés par des activistes et les officier de police à Coquelles, deux mineurs ont été relâchés.
- Les campements devant l'ancien bâtiment des douanes a aussi été évacué ainsi qu'une autre jungle.

Samedi 7 juillet 2012

Un jeune Soudanais est retrouvé mort dans le canal près de la gare. La police et le procureur concluent à un accident sur la base du seul témoignage d'un homme qui affirme avoir poursuivi Nouredine pour une affaire de vol de portable. Ses amis trouvent cette version invraisemblable et sa famille de mande une autopsie et un complément d'enquête, qui sont refusées. Plusieurs manifestations auront lieu pour demander que la lumière soit faite sur les circonstances de ce décès, dont celle du 7 août 2012 qui sera violemment réprimée, comme développé plus bas.

Lundi 9 juillet 2012

Nouvelle évacuation du campement installé au lieu de distribution des repas.

Cf. vidéo disponible

Lundi 12 juillet 2012

Présence policière importante autour du lieu de distribution alimentaire

Cf. photos disponibles

Vendredi 13 juillet 2012

Raid de la police à l'espace interculturel Zetkin.

Cf. photos disponibles

Mardi 17 juillet 2012

Témoignage d'un exilé déposé par la police sur le bord de la route à 12km de Calais en direction de Dunkerque.

Cf. témoignage disponible

Vendredi 20 juillet 2012

Évacuation d'un campement installé sous l'auvent du hangar Paul Devot, près du port. Les affaires sont emmenées à la déchetterie.

Cf. vidéos disponibles

Mardi 24 juillet 2012

- Témoignages d'activistes sur l'arbitraire des règles de visite au centre de rétention de Coquelles :

« Nous allons rendre visite à de personnes que nous connaissons, détenues dans l'enceinte du centre de rétention de Coquelles. Comme 1^{ère} réponse de la part des policiers à l'entrée, ils nous disent que les noms de ces personnes ne figurent pas sur leur liste. Nous nous sommes donc empressées de rappeler sur le téléphone portable d'un homme égyptien qui se trouvait à l'intérieur, qui nous a bien confirmé l'exactitude des noms que nous avons donnés, nous nous présentons donc à nouveau à l'entrée, et nous sonnons à nouveau, car ce jour là, en raison d'une manifestation un peu plus tôt, les portes étaient fermées et nous devons sonner à la grille.

Après avoir expliqué à la police que nous sommes sûres de l'identité des personnes, ils les trouvent miraculeusement parmi les noms de la liste, et nous expliquent l'erreur en disant que nous aurions mal orthographié les noms.....Donc ils téléphonent à l'intérieur pendant quelques instants et

reviennent vers nous en disant que ces personnes ne désirent pas nous voir et qu'ils veulent recevoir uniquement les visites de leur famille !

Nous appelons donc encore une fois à l'intérieur devant les policiers et faisons dire à notre ami Mohammed Boutaleb qu'il veut bel et bien nous voir. Les policiers étant forcés de constater, nous pouvons enfin rentrer rendre visite à deux d'entre eux! »

- Arrestation au petit matin d'une quinzaine de migrants vivant dans les campements du lieu de distribution des repas et de l'ancienne douane, y compris de personnes possédant des papiers italiens en règle..

Mercredi 25 juillet 2012

Témoignage d'activistes sur l'obstruction aux visites faites par la PAF au centre de rétention de Coquelles :

« Le lendemain, nous tentons de rendre visite à 2 retenus et réponses de la police, les noms ne sont pas sur la liste!! Nous connaissions deux autres retenus, donc nous demandons à les voir, finalement nous pouvons voir 2 retenus, mais les 1^{ers} noms que nous avons donnés figuraient bien sur la liste puisque nous leur avons rendu visite le surlendemain! »

Tous migrants arrêtés hier ont été relâchés sauf un afghan possédant un passeport italien en règle. Beaucoup de contrôles matinaux de la PAF aux différents lieux de vie des exilés.

Jedi 26 juillet 2012

- Témoignage d'activistes sur les conditions de détention au cra de coquelles :
« Nous tentons entre autre de rendre visite à un ressortissant du Ghana, la police nous assure et certifie qu'il ne veut en aucun cas nous voir, n'ayant pas de crédit pour le rappeler, je suis repartie du CRA après avoir rencontré 2 autres personnes. Une heure après Paul Brank, ce même Ghanéen que j'avais voulu rencontrer me téléphone, et me dit que la police lui aurait dit, que s'il nous voyait il risquait d'être expulsé sur le champ....Nous n'avons jamais réussi à revoir cette personne! Un Égyptien du nom de Ahmed al Marghani, s'est plaint à nous, que les gardiens les entraînaient là où il n'y a pas de caméra, afin de les frapper...Je ne peux témoigner de l'exactitude des faits.... Alors que Mohammed Boutaleb, a lui au contraire dit que la police était très gentille avec lui à Coquelles.... »
- Pression policière élevée avec beaucoup de contrôles d'identité sur les lieux de vie et de photos des divers squats et campements prises.

Samedi 28 juillet 2012

- Célébration de l'ouverture de Jeux Olympiques par les exilé-e-s et les militant-e-s avec l'organisation de « jeux sans frontières » pour protester contre l'ultra sécurisation de Calais pour les JO (nouvelles compagnies de CRS, présence imposante de la gendarmerie). Une manifestation en l'honneur des migrants morts à Calais à lieu, ainsi qu'une fête à la plage. Le tout sous une forte surveillance des forces de police qui, lorsque les migrants se sont baignés, ont affrété un canot pneumatique pour ériger un périmètre de sécurité en leur tournant autour.

Dimanche 29 juillet 2012

Présence de la police sur le lieu d'entraînement de foot des migrants à la Citadelle. Un joueur insulté par l'un des agents de police.

Mardi 7 août 2012

Une manifestation à la mémoire de Nouredine, un jeune soudanais décédé un mois plus tôt, se termine violemment. Un manifestant est frappé par un policier à coup de djembé, cinq autres manifestants sont arrêtés violemment, dont quatre subiront également des violences durant leur garde-à-vue. Des activistes ont témoigné avoir assisté à ces violences policières.

Cf. témoignages, article, photos et vidéos [disponibles](#)

Jeudi 9 août 2012

- Deux officiers hauts gradés de la police et des personnes en civil se sont rendus à l'ancien bâtiment des douanes où vivent quelques dizaines de migrants. Ils ont fait le tour du propriétaire et sont rentrés à l'intérieur.
- Des papiers d'expulsion ont été donnés à la nouvelle Africa House, une ancienne ferme abandonnée chemin du vivier à Calais où vivent une quarantaine de migrants en majorité soudanais. L'insalubrité et les dangers structureaux sont invoqués comme motifs justifiant l'expulsion.

Du mercredi 15 août au jeudi 30 août 2012

- Recueil de témoignages sur le harcèlement policier de deux exilés vivant à « l'America House » chemin du vivier :

« A plusieurs reprises, les CRS, la PAF et la Police Municipale sont venues filmer avec des téléphones portables pendant leur sommeil. Les gens présents qui étaient ensuite réveillés à coups de pied, étaient sommés de sortir et de se mettre en rang, quelque soit la météo, et ils étaient filmés malgré les protestations de Y. Quand il demandait si à son tour il pouvait filmer, on lui répondait que c'était impossible car il n'est pas policier. Fréquemment, il y eut des contrôles de papiers très tôt le matin et les gens étaient emmenés sans pouvoir uriner avant de partir, ou on leur prenait leur brosse à dents. Les policiers comptent les gens en les nommant "les blacks". Quand on leur fait remarque, "pourquoi font-ils cela ?", ils répondent "qu'ici c'est leur pays, c'est chez moi". Il est arrivé à Y. d'être emmené jusqu'à 4 fois par jour jusqu'à Coquelles et d'être obligé de faire les 5 kilomètres qui séparent Coquelles du centre-ville à pied. Une fois, il fût détenu 24 heures, on lui prit les empreintes par force et fit signer un papier sans qu'il sache ce qu'il y avait sur ce papier. On lui dit juste de signer pour pouvoir être libre. »

« Près d'un magasin LIDL où je comptais faire de simples courses, 3 camions de CRS se garèrent près de moi et en sortirent 12 policiers. Je leur ai donné mes papiers et après les voir contrôlés, j'entendis dans la CIBI une personne dire que mes papiers (de demande d'asile) étaient ok. Malgré cela, ils me firent attendre 30 minutes, me disant que je voulais passer en Angleterre, ce qui est faux. Ensuite, je me rendis à l'America House où j'avais fait un feu pour préparer le café que j'avais finalement pu acheter. Ces mêmes policiers sont venus, dès qu'ils sont arrivés ils ont jeté le café et éteint le feu, prétextant que c'était dangereux. Le lendemain matin à 6 heures, toujours les mêmes policiers, nous rassemblèrent pour nous contrôler et 12 personnes furent emmenées et certains sont encore en détention, d'autres auraient été vraisemblablement déportés en Italie. »

- Recueil de témoignage d'un exilé vivant au lieu de distribution alimentaire surnommé « Salam » :

« Je m'appelle Alshams Abdulreda Ahmed. Je suis à Calais depuis deux mois, j'ai été victime de violations des droits de l'Homme ici. Je vais vous les expliquer par cet écrit. Depuis que je suis dans cette ville, j'ai été interrogé des centaines de fois par la police alors qu'à ce moment là j'avais un papier permettant la résidence européenne délivrée par une nation européenne. Mais en l'espace d'une journée, un même policier m'a arrêté plusieurs fois. Lorsque nous dormons dans un espace appelé « ALSALAM », la police vient chaque jour à 6h du matin et réveille les personnes qui dorment sans aucune raison et toujours en utilisant des méthodes irrespectueuses. Lorsque la police vient à « ALSALAM » à 6h, elle nous arrache les couvertures pendant notre sommeil et ne nous permet pas de récupérer nos affaires. Et lorsque nous demandons de récupérer nos sacs, les policiers disent qu'ils vont les ramener. En réalité, ils ne le font pas. Une fois expulsés, nous avons cherché des endroits où dormir. Mais où qu'on aille, la police vient et nous donne des coups sans pitié. Dans la ville, il y a aussi des endroits où il y a de l'électricité. Nous y allons afin de recharger nos téléphones. Là encore, la police vient et jette nos portables au sol. Certains policiers les ont même cassés et rigolaient en les jetant. Ensuite, ces endroits ont été fermés. Je me suis vu confisquer mon sac à deux reprises par la police. J'ai été interrogé dans la rue, et la police m'a demandé mes papiers. Chaque fois, les policiers m'ont dit que je n'ai pas le droit d'être en France, que j'avais besoin d'un visa. Désormais, il est clair que la police a des attitudes racistes et qu'elle souhaite montrer aux personnes qu'ils sont des mendiants et des sans-abris, et qu'ils n'ont aucun droit de rester en ville. Nous demandons seulement le respect des droits humains : un endroit où dormir la nuit, au moins pour les familles avec des enfants, et de toute manière la fermeture de ces

endroits est vaine. Les gens dorment dans la rue dans le froid et sous la pluie, et chaque fois qu'ils vont s'abriter de la pluie et du froid, la police les remet à la rue. »

Au mois de septembre 2012

La mairie pousse pour l'expulsion du lieu de distribution et du campement autour du bâtiment de l'ancienne douane où vivent trente exilés, et fait pression sur les associations en tentant de leur faire signer un accord stipulant que si des migrants dorment à l'intérieur du lieu de distribution alimentaire ce dernier sera fermé. La mairie veut aussi conclure un autre accord stipulant que les activistes « no border » seraient interdits de pénétrer dans l'enceinte de ce lieu.

Mardi 4 septembre 2012

Visite nocturne de la police au lieu de distribution alimentaire où campent une cinquantaine d'exilés. Ils ont évacué, poussé tout le monde dehors mais sans évacuer les différentes affaires et détruire les abris, les personnes ont donc pu s'y réinstaller une fois la police partie.

Mercredi 12 septembre 2012

Aux alentours de 8 heures du matin, les forces de police accompagnées de Philippe Mignonnet, adjoint à la mairie, du préfet, d'un huissier et d'un traducteur, se livrent à l'expulsion de « l'Africa House »(chemin du vivier) selon une procédure d'expulsion non contradictoire suite à une ordonnance sur requête du Tribunal d'Instance de Calais du 9 août : une quarantaine de personnes sont concernées. Aucune arrestation n'a eu lieu mais les exilés n'ont pas été autorisés à récupérer leurs couvertures, sacs de couchage qui ont tous été emmenés à la déchetterie. Trois demandeurs d'asile et trois mineurs isolés ont bénéficié d'un hébergement d'urgence dans des foyers à une centaine de kilomètre de Calais (Lens, Béthune...). La plupart des exilés sans abris se sont redirigés vers les campements à l'intérieur du lieu de distribution alimentaire et autour.

Cf. photos, article et ordonnance d'expulsion disponibles

Mercredi 19 septembre 2012

Témoignage d'une bénévole de Terre d'errance sur la non assistance de personne en danger par des agents de la PAF

Cf. témoignage disponible

Mardi 25 septembre 2012

- Aux alentours de 6 heures du matin, la PAF et les CRS ont procédé à l'évacuation du lieu de distribution alimentaire au sein duquel les migrants avaient trouvé refuge, sans décision de justice, suite au dépôt par la municipalité de Calais d'une plainte pénale pour occupation illégale d'un terrain (la municipalité ayant été déboutée de sa demande d'expulsion par le tribunal de grande instance de Lille fin août). Une centaine de personnes ont été évacuées et soixante quinze exilés ont été interpellés (dont vingt quatre mineurs étrangers isolés) et emmenés à l'hôtel de police de Coquelles. Les exilés ont rapporté que leurs conditions d'arrestations ont été violentes, la police les plaquant au sol et donnant à certains d'entre eux des coups de pieds. Ils n'ont pas été autorisés à emmener avec eux leurs sacs de couchages et couvertures qui leur avaient été distribués deux jours plus tôt par médecins du monde. Il y a donc eu destruction de matériel humanitaire, de couvertures, duvets, tentes et affaires personnelles. Les migrants ont été libérés au compte-goutte au fil de la journée, les derniers d'entre eux étant sortis aux alentours de 21 heures. Quelques uns ont été placés au centre de rétention de Coquelles.

Cf. photos et articles disponibles

- Après la distribution alimentaire de 18 heures, les communautés ont décidé de bloquer la route du port afin de protester contre cette évacuation. Des activistes et associatifs étaient là en soutien, ainsi que quelques journalistes. Au final, une centaine de personnes se sont assises sur la route brandissant des pancartes où l'on pouvait lire : « où sont nos droits humaines ? » « Nous ne sommes pas des criminels » sous le regard d'une présence imposante des forces de l'ordre (PAF, BAC, police nationale).

Mercredi 26 septembre 2012

- Aux alentours de 6h30, un grand nombre d'agents de la PAF ont procédé à l'évacuation de la « White House » (les anciennes douanes, face au lieu de distribution) au matin dans le cadre de la plainte pénale déposée par la municipalité de Calais. Une quarantaine de personnes, majoritairement afghanes vivaient à cet endroit. Ils ont réveillé les personnes en sectionnant les fils de leurs tentes et en piétinant les bâches en plastiques sur lesquelles les exilés dormaient.

Tous les migrants présents, dont seize mineurs, et une activiste ont été interpellés. L'interprète chargée de leur expliquer le déroulement de la procédure d'évacuation parlait uniquement arabe alors que 95 % des migrants sur place parlaient pashtou, farsi ou dari.

Cf. photos et articles disponibles

- La police a également évacué le garage des Albanais dans lequel ils dormaient depuis environ trois mois.
- La police a évacué « Paradise » (rue Aubert), un ancien squat qui était réouvert et où une trentaine de migrants qui dormaient avant au lieu de distribution avaient trouvé refuge pour la nuit. Ce bâtiment semble appartenir à l'OPHLM (Office Public des HLM), qui est venu fermer le squat l'après midi.
- « Palestinian House » (rue des 4 coins), où l'autre partie des migrants dormant avant au lieu de distribution avaient trouvé refuge, soit une vingtaine de personnes, a été la suivante à être expulsé dans la même journée.
- Les exilés qui ont tenté de revenir pendant la nuit sur le lieu de distribution alimentaire pour y dormir ont été empêchés par la police qui attendait dans une voiture en face.

Jedi 27 septembre 2012

- Le matin, la police a visité le squat des érythréens où vivent seize personnes, en leur disant d'emmenner leurs sacs et leurs affaires car la maison sera bientôt fermée.
- « Paradise House » où cinq exilés s'étaient réinstallés à été évacué à nouveau par la police
- « Palestinian House » où quinze migrants étaient revenus, a été évacué par la police. Les personnes présentes ont été menacées par les forces de police de passer devant le juge et d'être condamnées à 6 mois de prison ferme si elles retournaient dans ce squat.
- Témoignage d'une activiste sur les conditions de détention au CRA de Coquelles :

« The people detained have the usual complaints about Coquelles - poor conditions, bad food, racist and humiliating behaviour from the police - for example, the officers have been holding their noses when people walk past in the hallways, implying that people smell. Many people inside have no idea of their legal rights, although France Terre d'Asile work inside Coquelles many people we have been visiting and speaking with have never heard of them. The police are deliberately trying to stop communication between the different sections of the prison - people are rushed to the hall for eating and moved out again very quickly so as they do not talk to each other. The rooms are full - up to five people in each.

Many people inside were people arrested in the big raid on the place of food distribution - the police took their bags and are refusing to give them back to people now in detention - always saying "tomorrow, tomorrow." People are unable to change their clothes. One man doesn't even have any shoes as he was refused by the police, when they arrested him, to retrieve them from his bag - so he was walked barefoot to the arrest van and into the police station. »

- Un arrêté municipal a été pris pour la fermeture de l'espace interculturel Zetkin qui servait d'espace de stockage pour les sacs, tentes, affaires, vélos des migrants.

Lundi 8 octobre 2012

- La police a procédé à l'évacuation du squat « Dominique », à coté du « 4 Boulevard » centre commercial de Calais. Les migrants n'ont pas pu récupérer leurs affaires.

- La « Palestinian house » où une quinzaine d'exilés s'étaient de nouveau installé a encore été expulsé. Les migrants n'ont pas pu récupérer leurs affaires. Ils ont été menacés de six mois de prison par les forces de police s'ils se réinstallaient dans ce squat.

Mardi 9 octobre 2012

Aux alentours de 6 heures, la police a évacué et détruit « la Jungle Soudanaise », proche de l'ancienne « Africa House » (chemin du vivier). Les arbres ont été sciés, le matériel (tentes, palettes pour construire les abris) a été détruit. Aucun migrant n'a été autorisé à récupérer sacs de couchages et couvertures. Dix neuf personnes ont été emmenées au commissariat, trois personnes ont été placées au centre de rétention administrative et devraient être expulsées vers l'Italie.

Mercredi 10 octobre 2012

Évacuation d'un squat dans lequel les Soudanais évacués la veille de leur Jungle avaient trouvé refuge.

Jeudi 11 octobre 2012

Trois vans de CRS de la compagnie 53 ont effectué des contrôles d'identité dans la ville et procédé à des arrestations. Lors d'un contrôle de nouveaux arrivants d'Afrique du Nord, dont quatre femmes, ils se sont montrés insultants, acculant les migrants contre le mur en faisant des commentaires humiliants tels que « *oh ils ont l'air d'avoir froid* », riant et plaisantant parce qu'ils ne comprenaient pas le français.

Vendredi 12 octobre 2012

- Un migrant vivant avec trois amis dans la rue dans un abri de bâches raconte que la police vient quotidiennement les réveiller aux alentours de 5 heures du matin pour leur demander leurs papiers et endommager leurs biens, notamment en appuyant sur le dentifrice pour faire sortir la pâte, en ouvrant leur paquets de nourriture ou leurs boissons sur leurs sacs de couchage et couvertures, et en terminant par les arrêter afin de procéder à une vérification d'identité pour la énième fois.
- Une femme enceinte rapporte que, la semaine dernière, les CRS l'ont encerclé pour procéder à un contrôle d'identité alors qu'elle avait déjà été arrêtée la veille. Elle ne pouvait donc pas rester debout à cause de la fatigue et elle a dû s'asseoir par terre sur le trottoir en pleurant pendant que la police continuait de la presser pour ses papiers.
- Un homme de 60 ans, quant à lui, affirme qu'après avoir été arrêté, la police lui a refusé l'accès aux toilettes et qu'il a dû les supplier pendant que les agents de la PAF riaient de lui.
- Des exilés ont aussi rapporté que la police leur avait dit qu'ils n'avaient pas le droit de s'asseoir dans le parc Richelieu, ces derniers ont donc demandé où est-ce qu'ils avaient le droit d'être et les agents leur ont simplement dit de retourner dans leurs pays.

Mercredi 17 octobre 2012

Ce matin, les militant-e-s se sont rendus au centre de rétention de Coquelles afin de manifester leur soutien aux exilés enfermés et ont vu que la PAF avait maintenant grillagé le terre-plein (grille en acier et barbelés) sur lequel ils allaient pour se rapprocher des migrants et communiquer avec eux.

Jeudi 18 octobre 2012

Après la distribution alimentaire du soir, contrôle au faciès par les CRS d'exilés assis sur des bancs près de la mairie et arrestation de tout le groupe.

Vendredi 19 octobre 2012

- La police est venue fermer un squat surnommé « pashtu city », dans lequel une vingtaine de migrants majoritairement soudanais, tchadiens et égyptiens vivaient depuis cinq jours. Leurs couvertures et leurs sacs de couchage ont été enfermés à l'intérieur ou pris par la police.

- Évacuation d'un garage, fermé pour la deuxième fois. Sept personnes y dormaient. La police a refermé, et pris les affaires (couvertures, sac à dos des migrants) mais elles n'ont pas été mises aux services techniques de la mairie.

Cf. photo disponible

Mardi 23 octobre 2012

- Douze agents de la PAF se sont rendus aux alentours de 3h du matin au squat d'un groupe de migrants pour un contrôle d'identité. Voici le témoignage, récolté trois jours après cet événement, de l'un des exilés vivant dans ce lieu :

« Le mardi 23 octobre à 3h du matin, 12 agents de la PAF nous réveillèrent au squat qu'on occupait. Nous étions sous les couvertures et ils ne firent même pas attention à la partie de notre corps pendant que quelques officiers s'occupaient de vérifier les papiers, les autres procédaient à la destruction d'effets personnels. 1 migrant a été arrêté. ps qu'ils touchaient en cherchant à nous réveiller à coups de pieds. Certains policiers nous firent sortir pour contrôler nos papiers, pendant ce temps, les autres officiers étaient en train de s'occuper de nos affaires personnelles, que nous retrouvâmes déchirés, probablement à coups de cutter (vêtements, valise, etc...) Un de nous fût emmené au centre de rétention à Coquelles où il est toujours détenu 3 jours après l'événement. Un autre a été arrêté hier soir (24 octobre) à la sortie du lieu de distribution, et maintenant nous n'osons plus y aller de peur que cela recommence. »

- Voici un autre témoignage d'un exilé soudanais qui s'exprime sur le harcèlement policier que lui et ses compagnons subissent :

« Je suis Soudanais. J'ai quitté mon pays il y a 13 ans. Je n'y suis jamais retourné et n'ai donc pas revu ma famille. En ce moment, je suis un migrant à Calais (France). Mais ici, à Calais, ma situation n'est pas meilleure qu'au Soudan. Je dois faire face à beaucoup de difficultés et d'épreuves: en premier lieu, le harcèlement policier. Malgré toute cette mauvaise aventure, je dors dans la rue, sans avoir un toit sur la tête.

Mes amis et moi avons été plusieurs fois chassés de l'endroit où nous vivions. Il n'y a aucun abri pour nous, seulement les maisons abandonnées et désertées. On ne dort que très peu étant donné qu'on peut aller dans ces maisons seulement très tard le soir et en partir très tôt le matin afin de ne pas être vus par les voisins qui, la plupart, informent la police de notre passage. Nous avons besoin d'un endroit où dormir en paix, sans aucun harcèlement policier. »

Fin novembre 2012

- La police s'est rendue dans un garage habité par quelques exilés et a commencé à les harceler en jetant de l'eau sur les couvertures, puis a brutalement jeté un homme de 70 ans au sol.
- Une petite maison squattée par trois exilés depuis plusieurs mois a également été fermée par la police qui a par la même occasion gazé l'intérieur de l'habitation, les couvertures et sacs de couchage, avec une bombe lacrymogène.

Lundi 24 décembre 2012 au mercredi 26 décembre 2012

- Tôt le matin a lieu une violente bagarre entre exilés égyptiens et afghans à proximité de l'ancienne douane. Les heurts reprennent le soir. Le lendemain, après la distribution alimentaire du soir, une nouvelle bagarre a éclaté entre des migrants afghans et albanais. Deux fortes explosions ont été entendues et il a été reporté plus tard qu'elles étaient dues aux grenades de désencerclement utilisées par les forces de police présentes massivement cette nuit là.
- Le 26, la police met en place un important dispositif policier autour du lieu de distribution des repas et de l'ancienne douane, et des palpations de sécurité ou des fouilles systématiques à l'accès au lieu de distribution des repas. Ce dispositif durera trois semaines.

Jeudi 27 décembre 2012

Le campement sous les arcades de l'ancienne douane a été évacué et détruit par les autorités. Une quarantaine de migrants majoritairement afghans et quelques égyptiens y vivaient. Les abris (tentes, bâches...) ont été détruits.

Du lundi 31 décembre 2012 au 8 janvier 2013

- Les contrôles à l'entrée du lieu de distribution alimentaire continuent sous l'égide la compagnie de CRS numéro 5, de la PAF et de la police nationale. La police fouille toute personne désirant pénétrer dans l'enceinte ainsi que leurs sacs et demande la nationalité de tout le monde. L'accès au lieu a également été refusé à certaines personnes car, selon les agents, ils avaient montré des signes d' « irrespect » envers eux.

Cf. photos disponibles

- La PAF s'est rendu dans un squat à 5 heures du matin, entrant en claquant violemment la porte pour réveiller les habitants en braquant la lumière de leurs lampes torches sur leurs visages. Ils ont ensuite jetés violemment l'un d'entre eux contre le mur pour motif que cette personne leur aurait manqué de respect au lieu de distribution alimentaire.

Samedi 12 janvier 2013

- Recueil du témoignage d'un exilé soudanais sur les conditions de vie et le harcèlement policier à Calais :

*« Now I am here in Calais, France. With police problems, no place to sleep. I can not walk free here, I can not sleep in a squat, all the time police coming. This is number one problem in Calais. It is difficult to find a place to go to UK. Some good people help us find squat here, I like to thank the good people in Calais. Many people are bad here. And the french state....Now winter life is hard. We need squats and a roof over our head. Police continue to close squats and other people we dont know who they are. Maybe they work with the government. They kick us out of squat. This is very hard. **One question for the government : In this time, winter, why you close all shelter? and leave us with no place or papers? Nothing? »***

Mercredi 30 janvier 2013

- Expulsion et fermeture d'un squat rue Auber et interpellations de ses habitants. Il avait été occupé la veille suite à la fermeture du BCMO. Environ quinze personnes interpellées dont un activiste No Border poursuivi pour dégradations et convoqué au tribunal. Deux exilés pakistanais et trois exilés afghans avec leurs empreintes en Italie ont été placés au CRA

Cf. photos disponibles

- Une manifestation de protestation a eu lieu dans l'après midi.

Cf. photos et articles de presse disponibles

Au cours du mois de février 2013

- Tentative d'intrusion par deux agents de la paf au domicile d'un militant Calaisien qui héberge des migrants. La locataire n'étant pas là, ils ont demandé à la personne qui leur a ouvert la porte qui habitait là et à qui appartenait l'appartement. La militante les a appelé le lendemain, les policiers lui ont répondu qu'ils avaient juste suivi une personne de couleur en pensant que c'était un sans papier (c'était un ressortissant anglais).

Cf. témoignage disponibles

- La PAF a conservé le passeport d'un exilé qui avait été relâché du centre de rétention après avoir fait appel pour faute dans la procédure, les agents affirment avoir « oublié » de le lui rendre.
- Un mineur isolé étranger de 15 ans a été gardé en garde à vue pendant plusieurs heures avant d'être relâché.

- Une nouvelle pratique policière s'est également développée Après une interpellation, les forces de police procèdent à une confiscation de passeport et donnent un rendez-vous en gare de Lille aux migrants pour le récupérer à condition de prendre le train pour Bruxelles. (Tout cela aux frais de la personne interpellée).
- La police et les CRS ont rodé très fréquemment près du lieu de distribution des repas et du BCMO, dissuadant beaucoup d'exilé-e-s d'aller manger ou dormir au chaud.

Samedi 2 février 2013

Visite de la PAF au plus grand squat hébergeant majoritairement de migrants africains et surnommé la « Beer House ». Contrôles d'identité mais pas d'arrestations.

Dimanche 3 février 2013

Un groupe d'exilés afghans ont été arrêtés dans les rues de Calais, ils n'ont pas été placés au centre de rétention mais leurs amis ne parviennent pas à les retrouver.

Lundi 4 février 2013

- Le matin, la PAF a conduit un raid dans le squat Égyptien et procédé à six arrestations. Les migrants détenus ont été relâchés dans l'après-midi.
- L'après-midi, la PAF a envahi le centre commercial des 4B et procédé à une série de contrôles d'identité au faciès. Deux migrants ont été interpellés.

Mercredi 6 février 2013

Opération massive de contrôle d'identité par la police au centre commercial les 4B. Dix migrants interpellés.

Déclarations de la maire de Calais dans la presse le lendemain pour expliquer que : « *Les 4B font l'objet de nombreux contrôles d'identité afin de remédier à la présence des migrants dans le centre commercial.* »

Cf. article disponible

Vendredi 8 février 2013

Un activiste est témoin des contrôles d'identité aux 4B et est harcelé par la police qui se livre à une destruction de preuves (suppression des vidéos ayant filmé leurs activités de contrôles)

Cf. témoignage disponible

Samedi 16 février 2013

Au cours de l'après-midi, un raid de la PAF a été conduit dans un nouveau squat où militant-e-s et exilés faisaient une activité d'information sur le droit d'asile. Huit agents de police sont entrés par la fenêtre et ont contrôlé les papiers d'identité. Les personnes présentes possédaient toutes des papiers ou étaient mineures. Aucune arrestation.

Mardi 19 février 2013

Raid de la police à « la jungle afghane », arrestations de vingt trois exilés. A la mi-journée tous les mineurs ont été relâchés tandis que quinze d'entre eux étaient encore à l'hôtel de police de Coquelles le soir.

Mercredi 20 février 2013

Un nouveau squat, rue Caillette à proximité de la poste, a résisté à plusieurs tentatives d'expulsion illégale. Le matin, un travailleur municipal est venu essayer d'ouvrir la porte avec une clé (la mairie est propriétaire de la maison) qui n'a pas fonctionné. Plus tard, un serrurier accompagné par la police a également essayé d'ouvrir la porte mais n'a pas réussi. Ces tentatives d'intrusion ont eu lieu malgré le fait que les habitants avaient placé sur la porte l'article de loi 432-8 du code pénal, et

possédaient les preuves qu'ils occupaient le bâtiment depuis plus de 48 heures et qu'une procédure devait donc être entamée devant les tribunaux pour déterminer la nature de cette occupation.

Vendredi 22 février 2013

Contrôles d'identité à la sortie du BCMO. Quatre exilés ont été interpellés. La police a menacé les migrants en disant qu'ils reviendraient le lendemain pour de nouvelles interpellations.

Lundi 25 février 2013

Témoignage d'une militante sur la tentative d'intrusion de la police au domicile d'une ressortissante anglaise :

« Lundi 25 février 2013, j'étais en visite dans la maison du 20 rue Caillettes à Calais. Aux environs de 14h, les policiers ont frappé à la porte et nous ont demandé d'ouvrir et de les laisser entrer. Je ne leur ai pas parlé, mais j'ai entendu mon ami répondre. Il disait qu'il n'ouvrirait pas la porte, parce que la personne qui habite là n'était pas présente. Ils ont alors demandé si l'huissier pouvait entrer, si les policiers restaient à l'extérieur. Il a fait la même réponse. Il a ajouté que le nom de la personne qui habite là est marqué sur le mur à côté de la sonnette, et que s'ils voulaient entrer en contact avec elle ils pouvaient lui écrire. J'avais vu que le nom était déjà écrit plusieurs jours avant que cela n'ait lieu. Et j'ai vu l'huissier regarder et noter quelque chose sur un papier. »

Jeudi 28 février 2013

Arrêt de l'association « la Belle étoile » qui distribuait le repas du midi pour demander à l' « État et la mairie de prendre leurs responsabilités ». A partir de ce jour les migrantEs n'auront plus qu'un seul repas par jour à la distribution de 18 heures, excepté les week-ends où une autre association, l' « Auberge des migrants », assurera les repas du midi.

Au cours du mois de mars 2013

- La police a été très régulièrement dans la « jungle afghane » faire des raids. Leur tactique consiste à arriver en grand nombre dans la jungle, venant de différentes directions et à l'encercler. Ils réveillent violemment les gens, font des contrôles d'identité, des arrestations et placements en centre de rétention. La plupart des personnes arrêtées sont libérées entre 5 et 8h après.
- Il y a eu également beaucoup de harcèlement dans les parcs : les personnes étaient contrôlées à plusieurs reprises dans la même journée par le même policier, parfois à seulement quelques minutes d'intervalles, y compris les personnes en demande d'asile et les réfugiés politiques.
- Les interpellations nocturnes ont également repris de plus belle, et pas seulement près du port mais aussi dans la ville. Les personnes passent ensuite la nuit au poste de police.

Lundi 4 mars 2013

A 8h45, les CRS et la PAF expulsent quatre personnes, deux activistes et deux exilés, qui occupaient le local prêté à l'association « la Belle étoile » par le secours catholique et appartenant au diocèse d'Arras depuis le vendredi 1er mars au soir. L'objectif était de récupérer le matériel de cuisine et la nourriture restante pour le redistribuer aux migrantEs et faire en sorte qu'ils puissent continuer de cuisiner par eux-mêmes, et donc de faire de cet espace une cuisine collective et un centre social. Les deux militant-e-s arrêtés ont été emmenés au commissariat central de Calais et sont sortis le jour même en étant chargé pour dégradation et en ayant un procès en mai. Les deux migrants ont été emmenés à Coquelles et libérés dans la journée.

Vendredi 8 mars 2013

Le matin, un raid policier a eu lieu à la « jungle afghane », entre quinze et vingt exilés avec et sans papiers ont été arrêtés et emmenés à l'hôtel de police de Coquelles. Après quelques heures, la plupart d'entre eux ont été relâchés mais au moins six d'entre eux ont été placés en rétention.

Samedi 9 mars 2013

Violences policière physiques, dont coups et blessures, contre deux militant-e-s venus visiter un retenu au centre de rétention de Coquelles, qui soulignaient l'arbitraire des règles de visite et demandaient des explications aux agents de la PAF.

Cf. témoignage et photos disponibles

Vendredi 22 mars 2013

Vingt personnes arrêtées à la « jungle afghane » au cours d'un raid de la police. Dix sept exilés ont été libérés, 3 emmenés au CRA.

Lundi 25 mars 2013

- Arrestation d'une vingtaine de personnes lors d'un raid matinal de la police à la « jungle afghane ».
- La police a violemment expulsé des exilés vivant dans des garages, les agressant physiquement pour les faire sortir du lieu.

Jeudi 28 mars 2013

La police (agents de la PAF et police nationale) en grand nombre accompagnée de Mr Mignonnet, adjoint au maire, est venue à 15h dans un nouveau squat rue des 4 coins appartenant à la mairie. Une activiste qui était à l'extérieur a été menottée de manière agressive, agrippée au visage, puis clouée au sol par plusieurs policiers dans le fourgon avec les bras menottés derrière. Elle a été libérée après plus de 24h après pour un soi-disant « outrage ». Elle a été convoquée au tribunal le 6 juin (et relaxée par la suite). Ceux qui sont restés ensuite comme observateurs n'ont pas été inquiétés, juste empêchés d'approcher.

Deux personnes sont arrivées, présentés comme les "propriétaires", une dame qui donnait des ordres et un homme qui a tout essayé pour ouvrir la maison : une perceuse contre la porte, pied de biche, masse. La porte était très bien bloquée, alors il s'est attaqué aux volets. Il y avait du bois derrière les fenêtres, derrière les volets, mais ils ont décidé de casser : il a cassé un volet, il a cassé la fenêtre avec une hache. Ensuite les policiers sont entrés. Ils n'ont trouvé personne. Les personnes qui étaient à l'intérieur ont réussi à s'enfuir avant que la police ne rentre dans la maison.

Les habitants avaient affiché sur la porte la notice 423-8 et avaient prouvés qu'ils occupaient le lieu depuis plus de 48h. Une affiche explicative de l'occupation était accrochée à la porte, avec un nom d'habitant, ce qui impliquait qu'une procédure aurait du être enclenchée au tribunal pour décider de la nature de cette occupation.

Vendredi 29 mars 2013

Début de la grève de la faim de deux exilés détenus au centre de rétention de Coquelles qui protestent contre leurs conditions de détention.

Dimanche 31 mars 2013

- Quatre migrants en rétention à Coquelles rejoignent le mouvement de grève de la faim impulsé par deux détenus deux jours auparavant. Leurs revendications sont les suivantes : avoir de la nourriture en quantité suffisante/ être servi de la nourriture halal/ un traitement respectueux/ des soins médicaux appropriés/ la fin de leur détention injuste.
- Les grévistes ont rapporté aux militant-e-s qu'un détenu avait été battu par la police aujourd'hui et, lorsque les activistes sont venus pour visiter plusieurs exilés, cette personne était la seule dont la PAF ne pouvait pas trouver le nom dans son ordinateur.

Au cours du mois d'avril 2013

- Les raids réguliers dans la jungle continuent.

- Les contrôles au faciès dans les parcs, dans les rues, aux alentours du lieu de distribution, etc. continuent et augmentent.
- Les exilés arrêtés pour une vérification d'identité sont, dans la plupart des cas, gardés 16 heures. Ce rallongement s'explique par l'application d'une nouvelle loi sur le contrôle d'identité. En effet, avec la déclaration par le conseil constitutionnel de l'illégalité de la GAV pour les sans-papiers et sa suppression, le ministre de l'intérieur a fait passer une nouvelle loi qui rallonge le nombre d'heures du contrôle d'identité qui passe d'un maximum de 4h à 16h.
- Le CRA de Coquelles est plein, beaucoup de déportations notamment d'exilés afghans vers l'Italie.

Mardi 9 avril 2013

Évacuation et destruction par la police d'un nouveau campement de migrants afghans qui vivaient avant à la « jungle afghane » mais, fatigués d'être harcelés quotidiennement par la police et emmenés de nombreuses fois à Coquelles, avaient décidés d'installer leurs tentes un peu plus loin. Toutes les tentes et les couvertures ont été emmenées à la déchetterie.

Jeudi 11 avril 2013

- Raid et arrestations massives à la jungle. Une cinquantaine de migrants ont été emmenés à Coquelles, tous ont été relâchés sauf quinze placés au CRA.
- Pressions de la police sur la propriétaire d'une militante, au prétexte qu'une militante identifiée comme « No Border » viendrait chez elle en son absence.

Cf. témoignages disponibles

Vendredi 12 avril 2013

A 11h la police nationale est arrivée avec l'adjoint au maire, Mr Mignonet et a procédé à l'évacuation d'un squat qui était le lieu de vie de plusieurs exilés depuis trois semaines.

Ils ont cassé la porte principale qui était verrouillée et ils ont sécurisé le bâtiment, laissant couvertures et effets personnels à l'intérieur. Aucun décret d'expulsion du tribunal n'a été présenté et porté à la connaissance des habitants.

Samedi 15 avril 2013

- Trois exilés ont été interpellés par la police à la « jungle afghane », près de l'hoverport.
- Une activiste s'est vu interdite de visite à un détenu au CRA de Coquelles à qui elle devait emmener ses affaires personnelles avant son expulsion imminente, sous prétexte qu'elle était interdite, motif que personne n'a souhaité lui expliquer.

Cf. témoignage disponible

Mardi 16 avril 2013

Aux alentours de 14h30 la police en grand nombre (environ vingt cinq policiers) a accompagné un huissier chargé de constater l'occupation du squat au 20 rue Caillette qui héberge de nombreux exilés depuis plusieurs semaines. Il s'agit d'une vieille maison appartenant à la municipalité, où l'eau et l'électricité étaient encore en marche lorsque le squat a été ouvert le 15 février. La police a cassé la porte pour entrer, plutôt que de laisser les papiers dans la boîte aux lettres.

Les policiers ont exigé de voir les papiers de toutes les personnes non européennes présentes à ce moment-là dans le squat, alors qu'ils n'auraient dû prendre que le nom de l'occupante officielle. Ils ont pris des photos.

L'eau a été coupée. L'association « Au-delà des frontières » a voulu ouvrir un contrat aux eaux de Calais, mais la mairie a enjoint la compagnie des eaux de Calais de n'ouvrir sous aucun prétexte le service d'eau à cette adresse, même contre paiement des consommations (rappelons que l'accès à l'eau est un droit fondamental...).

Voici le témoignage d'une militante qui a assisté à cette intrusion :

« Mardi 16 avril 2013, j'étais en visite dans la maison du 20 rue Caillette à Calais. La personne qui habite là a quitté la maison pour aller à la poste, qui est à quelques centaines de mètres. Peu après, quelqu'un a frappé à la porte. J'ai vu un grand nombre de policiers dehors. J'ai expliqué de l'intérieur que la personne qui habite là n'était pas présente, mais qu'elle serait de retour dans quelques minutes. Et que j'allais l'appeler pour qu'elle revienne. C'est ce que j'ai fait. Je leur ai alors expliqué que c'était à la personne qui habite là de décider si elle voulait ouvrir la porte à la police et à l'huissier. Et que s'ils attendaient dix minutes ils pourraient lui parler.

Leur réaction a été de commencer à frapper la porte de l'extérieur. Il y avait déjà deux trous dans la porte, quand une autre personne qui était dans la maison a commencé à paniquer et a ouvert la porte par peur. Dès que la porte a été ouverte, environ 25 policiers sont entrés. Une personne prenait des photos. Je lui ai demandé qui il était et à quoi ces photos allaient servir, mais je n'ai pas reçu de réponse. Ils ont été suivis par l'huissier et par l'adjoint au maire, Philippe Mignonet. Les policiers ont demandé à toutes les personnes qui étaient dans la maison leur nom et leur nationalité. J'ai été la seule exception. Un contrôle au faciès une fois de plus.

Après environ une heure, ils ont quitté le bâtiment.

La personne qui habite la maison est arrivée dix minutes après les policiers. Elle était à l'extérieur du bâtiment et aurait pu être interrogée. Il n'y avait pas besoin que la police entre dans le bâtiment.»

Samedi 27 avril 2013

Arrestation de deux exilés syriens à 21h30 aux alentours du lieu de distribution alimentaire. Ils ont été emmenés à l'hôtel de police de Coquelles où ils ont été gardés 16 heures et ont subi des mauvais traitements.

Cf. témoignage disponible

Mardi 30 avril 2013

A 19h50, un exilé qui revenait en ville après la distribution alimentaire a essayé de séparer un groupe de personnes qui se bagarraient, puis, la police est arrivée et l'a frappé après une fouille au corps brutale.

Cf. témoignage disponible

Au cours du mois de mai 2013

- Continuation et accélération des contrôles policiers au faciès et des arrestations dans les parcs, autour du lieu de distribution alimentaire et à la gare. La durée d'une vérification d'identité à l'hôtel de police de Coquelles dure maintenant quasiment systématiquement 16 heures.
- Les raids hebdomadaires à la « jungle afghane » continuent.
- Déportations massives en Italie des exilés afghans détenus au CRA de Coquelles.
- Le centre de rétention est plein et les règles de visites ont été durcies.

Mardi 14 mai 2013

Affichage d'un arrêté municipal à la « Beer House », un squat rue Mouron, qui dure maintenant depuis la fin de l'année 2012 et qui abrite une quarantaine d'exilés, qui enjoint aux propriétaires de nettoyer ces lieux jugés insalubres et de les clôturer. La mairie menace de procéder au nettoyage à leurs frais s'ils ne le font pas.

Dimanche 19 mai 2013

- Contrôle au faciès à la plage le soir par les CRS :

« Nous fêtons un anniversaire à la plage. Nous sommes une quinzaine, de nationalités diverses. Ambiance détendue et sympathique. Soudain nous sommes entourés par une huitaine de CRS.

Contrôle d'identité des personnes qui ont l'air d'étrangers, d'abord. Puis contrôle des Européens, pour la forme (la plupart "des blancs" n'ont pas présenté de document d'identité, mais n'ont pas eu de problème). Pas d'arrestation au final, mais la fête aurait très bien pu se terminer sur une "retenue administrative", un placement en rétention ou une expulsion, si l'un des exilés présents n'avait pas eu les bons papiers. »

Cf. photos et témoignage disponibles

- Violences policières sur un parking.

Cf. témoignage disponible

Mercredi 22 mai 2013

Évacuation et destruction du squat des Égyptiens rue Descartes, dans lequel vivait une trentaine de personnes depuis environs 6 mois, et ayant abrité jusqu'à cinquante personnes cet hiver. Les dix huit personnes présentes ce matin-là ont été mises à la rue, sans proposition de logement. Tout le monde a été mis dehors à 9h, emportant les affaires qu'ils pouvaient. Le reste a été mis à la déchetterie par les services techniques de la mairie.

Cf. photos, témoignage et articles disponibles

Jeudi 23 mai 2013

Aux environs de 8h30, raid de la police (environ douze agents) à la « jungle afghane » près de l'hoverport. Ils ont contrôlé les papiers d'identité, et l'un des exilés qui avait tenté de s'enfuir a été victime de coups et blessures de la part d'un des agents qui l'ont rendu inconscients. Plusieurs migrants ont été arrêtés.

Cf. témoignages disponibles

Vendredi 24 mai 2013

Début de grève de la faim d'un exilé soudanais au centre de rétention de Coquelles.

Lundi 27 mai 2013

Deux militant-e-s et un jeune mineur soudanais se voient refuser la visite de certaines personnes au centre de rétention de Coquelles et observent d'autres irrégularités dans le fonctionnement du centre.

Cf. témoignages disponibles

Mardi 28 mai 2013

- Nouvelle entrave au droit de visite au CRA de Coquelles

Cf. témoignage disponible

- Harcèlement policier d'une militante qui avait perdu son passeport.

Cf. témoignage disponible

Jeudi 6 juin 2013

Aux alentours de 17h20, visite de la police municipale à la Beer house, rue Mouron. Les agents prennent des photos du lieu et des exilés et s'en vont.

Cf. témoignage et photo disponibles

Vendredi 7 juin 2013

Nouvelle visite de la police à la « Beer House ».

Samedi 8 juin 2013

- Une maison abandonnée dans laquelle habitaient une quinzaine de personnes soudanaises et tchadiennes depuis trois mois, rue des Salines, a été évacuée très agressivement par la police le matin. Il n'y a pas eu de procédure légale visible, pas de relogement des occupants, et donc une quinzaine de personnes à nouveau à la rue. Les personnes qui vivaient dans ce squat étaient majoritairement des demandeurs d'asile. Une personne a essayé de prendre des photos avec son appareil, mais les policiers n'ont pas appréciés : un policier l'a poussé fortement et menacé en levant sa matraque qu'il serait battu s'il n'arrêtait pas. Les couvertures ont été jetées à la déchetterie, le squat a été refermé.
- Plus tard dans la soirée les habitants de ce squat avaient essayé de se construire un abri dans des buissons, rue des Viviers à la « jungle soudanaise ». Des CRS sont venus à nouveau contrôler leurs identités pour la deuxième fois dans la même journée.

Lundi 10 juin 2013

Nouvelle visite de la police municipale à la Beer House, rue Mouron.

Mercredi 19 juin 2013

La police est garée devant le lieu de distribution alimentaire à 18h, face à la route qui arrive de la jungle des Afghans, près de l'hoverport, que de nombreux exilés doivent emprunter pour aller manger.

Jeudi 20 juin 2013

Présence d'une voiture de police à l'entrée du lieu de distribution des repas.

Cf. témoignage disponible

Samedi 22 juin 2013

La police est garée devant le lieu de distribution alimentaire à 13h. Elle y reste une grande partie de la distribution.

Jeudi 27 juin 2013

Peu avant 22h, un fourgon de CRS et un van d'arrestation s'arrêtent au niveau d'un groupe de personnes qui marchent sur le trottoir. Les policiers leur demandent s'ils sont étrangers et s'ils parlent anglais. Les personnes répondent oui. « *Quelle nationalité ?* » « *Albanais* ». Des policiers descendent de leurs véhicules et demandent un document d'identité, mais l'un d'eux fait remarquer que « *les Albanais on les laisse* ». Les policiers remontent dans leurs véhicules et chacun suit son chemin. Cela montre une fois de plus l'existence de contrôles au faciès et de consignes différenciées selon les nationalités.

Cf. témoignage disponible

Vendredi 28 juin 2013

- Évacuation et destruction de la « jungle afghane ». Les policiers ont détruit les tentes, les bâches, et ont arrêté 5 personnes. Les employés municipaux sont venus et ont tout pris - des sacs, des couvertures, des vêtements, des tentes, des bâches, ustensiles de cuisine, chaussures, livres, etc. pour les emmener à la déchetterie. Il pleuvait énormément, et les exilés se sont retrouvés sans couvertures, sans tente, sans vêtements mis à part ceux qu'ils portaient sur eux.
- La police est également venue dans un nouveau squat, rue Victor Hugo. D'abord la police municipale, puis la police nationale avec la PAF et l'adjoint au maire, Mr Mignonnet. Ils ne pouvaient pas entrer dans le bâtiment, mais ont promis de revenir avec un huissier de justice. Ce lieu est le domicile d'une militante dont le nom est affiché sur la porte.

Samedi 29 juin 2013

L'unité 22 des CRS a arrêté plusieurs personnes d'origine afghane et albanaise autour du lieu de distribution des repas. Plusieurs avaient des papiers, et l'un d'entre eux avait un passeport valide d'un autre pays européen qui lui permettait d'être légalement en France. Les policiers lui ont confisqué son passeport, l'ont placé en centre de rétention et expulsé dans un autre pays européen en quelques jours, sans ses papiers.

Dimanche 30 juin 2013

- La police est de nouveau venue à la jungle afghane aujourd'hui. De nombreuses personnes ont déménagées dans des endroits plus discrets pour tenter de fuir le harcèlement constant de la police.
- La police fait des contrôles d'identité répétés de plusieurs personnes qui ont déjà été contrôlées les jours précédents.
- Une voiture de police est garée devant l'entrée du lieu de distribution des repas le soir.

Cf. témoignage disponible

Mardi 2 juillet 2013

- La police est venue trois fois à la jungle soudanaise (chemin du vivier) et a pris des photos. Ce campement de migrants soudanais qui sont majoritairement des demandeurs d'asile est soumis à des contrôles d'identité répétés plusieurs fois par jour au même endroit.
- Le domicile d'une ressortissante anglaise rue caillette est passée devant le tribunal pour la troisième fois. Le jugement a été ajourné jusqu'au 18 juillet 2013.

Samedi 6 juillet 2013

Une bagarre a éclaté au lieu de distribution. La police n'est pas intervenue mais a attendu que la bagarre soit terminée pour arriver.

Lundi 8 juillet 2013

- À 8h30 du matin, la police a arrêté toutes les personnes (une douzaine) présentes dans le campement de la rue des Viviers, dit « jungle soudanaise » ou « Hotel Africa », et les a placés en garde-à-vue pour occupation illégale. Pendant ce temps, les services municipaux ont emmené les effets personnels à la déchetterie et ont détruit les habitations. Rien dans la procédure n'indique qu'il y ait eu une procédure légale d'expulsion et de destruction des habitations. La plainte pour occupation illégale a été classée sans suite, et la plupart des personnes ont été libérées. Trois d'entre elles ont par contre été placées en rétention. Les affaires emmenées à la déchetterie ont été inaccessibles toute la journée car la benne dans laquelle ils se trouvaient était posée trop près d'une autre ce qui rendait impossible l'ouverture des portes.

Cf. photos et témoignages disponibles

- Les policiers ont effectués des contrôles d'identité devant Salam.

Mardi 9 au vendredi 14 juillet

Depuis la bagarre de samedi soir, un important dispositif policier filtre l'entrée des exilé-e-s au lieu de distribution des repas. Pour manger, les exilé-e-s doivent entrer un par un, subir une palpation de sécurité qui se complète parfois de gestes de fouille (juridiquement ce n'est pas du tout la même chose), et la police demande et note la nationalité de chaque personne. Une partie des exilé-e-s ne vont plus aux repas, et les associations sont décrédibilisées parce qu'intervenant dans un lieu contrôlé par la police. Beaucoup d'exilés choisissent de renoncer au seul repas par jour qui leur est distribué en raison de ce dispositif policier.

Cf. photos et témoignage disponibles

Jeudi 11 juillet 2013

Visite de la police à la Beer House, rue Mouron :

« Trois policiers municipaux entrent dans le hangar de la Beer House et en font le tour. Ils n'adressent la parole à personne et ne justifient pas de pourquoi ils sont entrés dans ce lieu privé, qui est aussi le domicile des personnes qui y habitent. Il s'avère qu'ils accompagnaient deux employés municipaux qui débarrassaient des déchets à l'extérieur du bâtiment. »

Cf. témoignage disponible

Jeudi 18 juillet 2013

Rendu du jugement concernant le squat de la rue Caillette. La requête de la maire de Calais a été jugée irrecevable car elle ne disposait pas d'une délégation du conseil municipal lui permettant d'engager les poursuites.

Vendredi 19 juillet 2013

Cinq policiers de la PAF entrent dans le hangar de la Beer House et en font le tour en regardant les gens de près. Leur attitude est assez intimidante. Ils ne justifient pas de pourquoi et de quel droit ils sont entrés dans le lieu. Ils en ressortent, puis reviennent quelques minutes plus tard avec deux personnes en civils, discutent un moment avec elles et repartent.

Cf. témoignage disponible

Mercredi 24 juillet 2013

Un ancien centre de formation pour adulte, fermé et vide depuis plusieurs années, appartenant à l'état, est occupé depuis quatre jours. Aujourd'hui, les habitants ont mis des banderoles aux fenêtres pour « l'officialiser » : « Un toit c'est un droit », « C'est un squat légal ».

La police nationale est venue constater l'occupation, accompagnée d'une personne de la mairie et d'un journaliste de la Voix du Nord, en prenant des photos de la porte et de l'extrait du code pénal qui y était affiché, mais ils n'ont rien trouvé d'endommagé et ont quitté les lieux.

Jeudi 25 juillet 2013

Ce matin entre 7h30 et 8h une quarantaine de policiers sont arrivés et se sont introduits de force dans le logement de la rue des Quatre coins, habité depuis plus d'une semaine, à l'aide d'une échelle posée à une fenêtre du première étage et en cassant la porte.

Trois militant-e-s ont été emmenées au commissariat, et libérées vers 17h des locaux de la PAF. Ils ont été détenus pendant près de 10h sans pouvoir avoir quelque chose à manger. Les militant-e-s ont refusé de donner leur identité et leurs empreintes. Ils sont sortis sans aucune charge ni convocation, malgré ce refus de coopération. Pourtant, le refus de donner ses empreintes ou sa photo ont déjà été des raisons utilisées par la police pour entamer des procédures judiciaires à l'encontre de militant-e-s (ce qui a abouti à chaque fois à la relaxe).

Cf. témoignages, preuves, articles et photos disponibles

Vendredi 26 juillet 2013

L'huissier est venu au lieu d'habitation de la rue Victor Hugo, le domicile d'une militante canadienne habité depuis maintenant un mois et demi, accompagné des CRS, pour prendre le nom des habitants de la maison et entamer les poursuites judiciaires.

Une semaine après le début de l'occupation, Philippe Mignonnet l'adjoint au maire était venu, accompagné de la police. Il avait dit aux habitants des lieux que l'occupation était illégale, mais sachant sûrement qu'il ne pouvait rien faire étant donné le délai de flagrance dépassé, il avait déclaré aux habitants « *Je vais faire de votre vie un enfer. Ce n'est pas une menace, c'est une promesse !* ».

C'est le deuxième squat à Calais, qui ne peut être expulsé du jour au lendemain, mais qui doit passer par une procédure légale contradictoire. Cela donne un peu de répit aux personnes

vulnérables qui y vivent (femmes, enfants, personnes malades ou blessées, etc.). Ce lieu a également servi d'espace de travail pour les cuisines qui assuraient une distribution de nourriture à la rupture du jeûne du ramadan. Plusieurs voisins sont venus apporter leur soutien, et de nombreux passants s'arrêtent, discutent, se renseignent.

Mardi 6 août 2013

Mort d'un exilé afghan surnommé Commandan, décédé suite à une blessure au couteau, et fermeture du squat de la rue Caillette. Tous les accès (portes et fenêtres, même à l'étage) sont murés et condamnés. Une cinquantaine de personnes se retrouvent à la rue. Une partie des effets personnels restent à la rue.

Cf. photos, jugement et articles disponibles

Jeudi 8 août 2013

A 10 heures, les CRS contrôlent une douzaine d'exilés afghans qui attendent le long de la rue Lamy le passage de camionnette du Secours catholique pour les emmener aux douches.

Cf. témoignage disponible

Vendredi 16 août 2013

- Aux alentours de 19h, contrôles de police au parc St Pierre. Des exilés en train de dormir ont été réveillés par la police leur mettant des gaz lacrymogènes dans leurs visages.
- Aux environs de minuit cinq personnes ont été arrêtées à la sortie d'un camion. Un d'entre eux a été frappé et blessé à la tête par les policiers. Ils ont emmenés deux personnes au commissariat.

Dimanche 18 août 2013

- Présence d'une voiture de police à l'entrée du lieu de distribution des repas pendant toute la durée du repas.

Cf. photo et témoignage disponibles

- Témoignage d'un militant sur le harcèlement policier :

"Un dimanche après-midi ensoleillé. Promenade dans Calais. En passant, j'observe un sentier qui pourrait mener à un abri d'exilés. De retour, en passant au même endroit, deux exilés qui passent. Une voiture de la police municipale déboule d'on ne sait où. Les policiers se mettent en embuscade derrière un mur. Les exilés prennent la tangente de l'autre côté."

Mardi 20 août 2013

Une voiture de police monte sur le terre-plein devant le lieu aménagé pour la distribution des repas et va jusqu'aux grilles en obligeant les personnes qui attendent l'ouverture de se pousser, puis la voiture longe les trottoirs en scrutant attentivement les personnes présentes.

Cf. témoignage disponible

Dimanche 25 août 2013

Une voiture de police reste garée à côté de l'entrée du lieu de distribution des repas pendant toute la durée de la distribution.

Cf. photo et témoignage disponibles

Mercredi 28 août 2013

Le matin la PAF s'est rendue aux environs de 8h30 la jungle afghane. Ils ont arrêté quelques exilés qui ont essayé de s'enfuir, ayant eu peur de la police qui est allé jusqu'à dire à l'un d'entre eux « *si tu cours je te tire dessus* », et quatre militant-e-s qui étaient sur les lieux.

Les agents de la PAF ont également tenu des propos humiliants à l'égard des migrantEs et injurieux à l'égard des militant-e-s.

Cf. témoignage disponible

Jeudi 29 août 2013

- Le matin, aux alentours de 7h30, la police s'est rendue à la jungle afghane avec six fourgons, CRS et PAF confondus. En tout il y avait une trentaine de policiers. Ils ont demandé aux exilés de s'asseoir et sont restés plus d'une heure à la jungle. Ils ont arrêté huit personnes.
- Aux alentours de 14h30, la police a procédé à l'évacuation du foyer rue des 4 coins habité depuis le dimanche 25/08 à 23h, soit depuis plus de 48h. Les quatre habitants avaient pourtant des preuves : une lettre reçue au domicile avec le tampon de la poste datant du lundi 26 août. Leurs noms étaient affichés sur la boîte aux lettres, ainsi que l'article de loi du code pénal Article 432-8. De plus, des témoins oculaires peuvent attester que les personnes occupaient ce logement depuis plus de 48 heures. Malgré cela, les forces de l'ordre, accompagné de deux représentants de la mairie, Philippe Mignonnet et Julien Roussies, ont évacué le domicile et les habitants ont été gardés 21h en garde à vue, puis libérés sans charges.

Cf. photos, témoignage, preuves et communiqué de presse disponibles

- Aux alentours de 15h30, la PAF procède à un contrôle d'identité à la « Beer House », rue Mouron. Deux voitures de polices, garées à l'intérieur de la cour, contrôlent tous les africains, et ne contrôlent pas les syriens.

Cf. témoignage et photos disponibles

- Aux alentours de 16h, neuf policiers sont revenus à la jungle afghane. Ils ont détruit les assiettes avec leurs pieds et ont déchiré les tentes. Ils sont restés une vingtaine de minutes, et n'ont arrêté personne.
- A 16h30, une réunion a lieu entre les associations (Médecins du Monde, Secours Catholique, Plateforme de Services Migrants, Marmite aux Idées, No Border) et les exilés vivant à « Beer House » dans la cour de leur lieu de vie pour discuter de l'évacuation prochaine de ce lieu, qui accueille environ 150 personnes. Durant l'heure et demie que dura cette réunion, les voitures de police ne cessent de passer, de s'arrêter à hauteur ou de se garer à côté de l'entrée.
- Aux alentours de minuit, à proximité de l'hoverport, un jeune exilé s'est fait contrôler par la PAF avec deux amis, et a été violenté physiquement avant d'être emmené 16 heures à l'hôtel de police de Coquelles malgré qu'il ait montré à la police les papiers d'identification qu'il avait obtenu d'une précédente arrestation.

Cf. témoignage disponible

Au cours du mois de septembre 2013

- La police (PAF et CRS) conduisent des raids matinaux réguliers dans la « jungle afghane », le plus souvent les lundis, mercredi et vendredi aux alentours de 8h. Ils procèdent systématiquement à des contrôles d'identité qui aboutissent souvent à l'arrestation de 5 à 15 exilés. Les afghans vivant à la jungle ont donc, pour nombre d'entre eux, pris l'habitude de se réveiller à 6 heures pour éviter la police ou de guetter son arrivée et de réveiller le reste de leurs amis pour qu'ils s'enfuient en courant.
- On assiste à de nombreux contrôles d'identité des CRS dans le parc Richelieu et particulièrement le parc St Pierre.
- Après de nombreuses visites de la police, c'est au tour d'une commission de sécurité de visiter le squat des érythréens rue neuve au centre ville de Calais où une cinquantaine de personnes vit.
- Les autorités ont essayé de déporter sept soudanais qui avaient été arrêtés à Calais, placés pour deux d'entre eux à Coquelles et pour cinq d'entre eux à Lille, au Soudan.

Lundi 2 septembre 2013

Une activiste s'est rendue le matin au CRA de Coquelles à 10h45, et témoigne de la fluctuation des règles du centre concernant les visites et de leur caractère arbitraire. Elle rapporte également les

propos de deux exilés albanais qui se plaignent de leurs conditions de détention et du comportement de certains policiers.

Cf. témoignage disponible

Jeudi 5 septembre 2013

- L'expulsion du squat de la rue Mouron à Calais, appelé « Beer House », qui hébergeait entre cent et cent cinquante exilés majoritairement soudanais, tchadiens et syriens a eu lieu ce matin. La moitié des occupants avaient déjà quitté les lieux. La police est arrivée aux alentours de 10 heures, a repoussé les associatifs et les journalistes présents. Les policiers sont ensuite entrés dans les bâtiments et en ont fait sortir les habitants et les quelques militant-e-s présents. L'un des agents de police a été rappelé à l'ordre parce qu'il se montrait trop brutal à l'encontre d'une activiste. Aucun huissier n'était présent et aucune décision d'expulsion ne leur a été signifiée. Ils ont pu emporter leur sac et éventuellement leur couverture. Quand tous les exilés ont eu quitté les lieux, le sous-préfet a fait un briefing aux journalistes et leur a fait une visite guidée des lieux. Les membres des associations humanitaires (mais pas les autres militant-e-s et bénévoles) ont ensuite été autorisés à accéder aux lieux, pour pouvoir avant que le lieu soit muré récupérer les affaires personnelles et couvertures restées sur place. Un peu plus loin dans la rue, la police a fait asseoir sur le trottoir les demandeurs d'asile auxquels un hébergement a été proposé. Des taxis sont venus les chercher pour les emmener sur leurs lieux d'hébergement. Ils auraient été une dizaine à partir ainsi, pour cent cinquante à deux cents habitants de ce lieu à la fin de la semaine dernière. Les autres personnes sont parties avec leur baluchon et sont à la rue. Expulsion sans brutalité policière, comme à chaque fois qu'elle est annoncée et que la presse est là, mais violence de l'expulsion pour ceux qui se retrouvent à la rue.

Cf. photo et témoignage disponibles

- Toute la journée la police a effectué des contrôles au faciès dans les parcs de la ville notamment au Parc St Pierre, et les voitures de police ont sillonné les rues et/ou se sont garées devant la gare, le centre commercial des 4B, le squat Victor Hugo, etc.

Cf. témoignage disponible

- La nuit tombée les voitures de police tournaient autour et dans le parc où s'étaient retrouvés quelques exilés.
- Environ soixante exilés se sont réfugiés dans l'ancien hôpital après leur évacuation le matin même de leur habitation rue Mouron. Cinq voitures de police sont venues aux alentours d'une heure du matin, notamment avec des chiens. Les policiers sont rentrés dans l'hôpital pour compter les personnes qui y étaient.

Vendredi 6 septembre 2013

- Raid matinal de la police à la « jungle afghane », les agents ont réveillé les exilés en donnant des coups de pieds dans leurs tentes. Ils ont également procédé à des arrestations.
- A 10h30 évacuation avec violences de l'ancien hôpital par une trentaine d'agents de la Police nationale, la PAF et la BAC, dans lequel une soixantaine d'exilés s'étaient réfugiés la veille après l'évacuation de leur lieu de vie rue Mouron. Quinze à vingt personnes ont été arrêtées, majoritairement de nationalité syrienne. Une militante a également été arrêtée à l'extérieur du lieu et placée en garde-à-vue pour dégradation, sur la base de faux témoignages d'un OPJ et d'agents de la BAC et de la police nationale. Elle est ressortie avec un rappel à la loi pour refus de prélèvement d'ADN et d'empreintes. L'ancien hôpital était ouvert bien avant l'arrivée des exilés et des militant-e-s.

Cf. témoignages disponibles

- Toute la journée patrouilles de polices dans les parcs et les rues, véhicules de police devant la gare, le centre commercial, le logement hébergeant les personnes vulnérables rue Victor Hugo.

Cf. témoignage disponible

- Aux alentours de 21 heures, les CRS ont procédé à des contrôles d'identité au parc St Pierre par et ont arrêté environ six exilés qu'ils ont emmené dans un van d'arrestation déjà plein d'autres personnes « typées non européennes ».

Cf. témoignage disponible

- Un mur est en construction à la Beer House évacuée il y a peu, des vigiles avec un chien surveillent le bâtiment jour et nuit.

Dimanche 8 septembre 2013

Une militante s'est rendue au CRA de Coquelles et témoigne une nouvelle fois de l'arbitraire des règles de visite dont elle a été victime. Elle également retranscrit le récit de l'exilé afghan auquel elle a rendu visite et qui a reporté des violences policières lors de son arrestation pendant un raid de la police à la jungle le 6 septembre 2013 qui remettent en cause sa mise en rétention. Il souligne également qu'il n'a pas eu accès à un traducteur pour lui expliquer le pourquoi de sa mise en rétention et ses droits.

Cf. témoignage disponible

Lundi 9 septembre 2013

Aux alentours de 11h évacuation d'un squat rue Duguay Trouin, une ancienne usine désaffectée, par un important dispositif policier : trois voitures et huit cars de CRS, soit une trentaine de CRS et policiers. Une soixantaine d'exilés syriens et africains s'étaient réfugiés dans ce lieu suite à l'évacuation du squat de la rue Mouron et des expulsions qui ont suivi (notamment l'ancien hôpital). Certains y habitaient de puis le 5 septembre, d'autres les ont rejoints les jours suivants. Une procédure de flagrante est utilisée pour une occupation depuis plus de 48h. Quinze exilés majoritairement syriens sont arrêtés, ainsi que deux militant-e-s qui ont été relâchés dans la journée.

Cf. témoignages et photo disponibles

Mercredi 11 septembre 2013

- Aux alentours de 14h, évacuation du 19 rue des soupirants, logement d'un militant, dans le cadre d'une procédure de flagrante, alors qu'il a communiqué des preuves de sa présence depuis plus de 48h à son avocate et à l'un des agents de l'OPHLM qui en a fait des copies pour la PAF le lundi 9 septembre. Un important dispositif policier a été déployé, avec la présence d'une soixantaine d'agents de la PAF, de la police nationale, de la BAC. L'habitant principal et son invitée ont été arrêtés et placés en garde à vue au motif de « dégradations volontaires aggravées ». Ils ont été relâchés aux alentours de 21h30 avec un rappel à la loi pour refus d'empreintes et d'ADN. Dans la rue, des témoins de l'intervention sont brutalement repoussés par la police.

Cf. témoignages, photos, vidéos, preuves, documents disponibles

- Au cours de la journée, des effets personnels d'exilés qui avaient campé dans un buisson sont emmenés à la déchetterie par les services municipaux.

Cf. photo et témoignage disponibles

Aux alentours du mercredi 11 septembre 2013

Évacuation et fermeture de l' « Albanian hostel », un squat quai de la Loire où vivent une trentaine d'Albanais et qui dure depuis presque un an. Il a été évacué sans que la décision finale d'expulsions du tribunal ait été communiquée aux habitants. Les migrants albanais dorment maintenant par petits groupes à la rue et quelques uns d'entre eux qui se sont réfugiés dans des chalets au bord de la plage ont été arrêtés par la police et vont passer en procès pour dégradations.

Cf. témoignage et photos disponibles

Jeudi 12 septembre 2013

Aux alentours de 8 heures, évacuation et destruction de la jungle des soudanais, chemin des viviers, où vivent une trentaine d'exilés en majorité soudanais dont nombre de demandeurs d'asile. Une vingtaine de migrants ont été interpellés et cinq soudanais ont été placés en centre de rétention. Toutes les tentes et couvertures ont été amenées à la déchetterie et mises par-dessus les restes de l'évacuation de Beer House (rue Mouron), ou par terre, ainsi que des affaires personnelles et du matériel humanitaire. Des tentes ont été volontairement détruites, déchirées. Les réserves de nourriture ont été jetées au sol.

Cf. photos, vidéos, témoignages disponibles

Du Vendredi septembre 13 au vendredi 20 septembre 2013

Du vendredi au dimanche inclus, contrôle à l'accès au lieu de distribution des repas, avec selon les jours palpations de sécurité ou fouilles systématiques. Le motif donné, des coups de feu tirés pendant la nuit dans une zone industrielle périphérique, ayant fait un ou deux blessés. Les contrôles levés, un ou plusieurs véhicules de police continueront à stationner devant l'entrée pendant la durée du repas jusqu'au vendredi suivant.

Cf. photo et témoignage disponibles

Dimanche 15 septembre 2013

Intervention violente de la police nationale, huit policiers, devant le garage loué par No Border, où sont stockées des affaires distribuées aux exilés (couvertures, vêtements, etc.). Les activistes et exilés sur place ont été violentés, frappés au visage et par derrière. Tout le matériel humanitaire stocké à l'intérieur du garage a été gazé.

Cf. témoignage disponible

Mercredi 18 septembre 2013

Raid policier matinal à la « jungle afghane ». Une vingtaine de personnes sont emmenées au poste de police, dont des demandeurs d'asile qui ont montré leurs papiers à la police.

Cf. témoignage disponible

Samedi 19 septembre 2013

Un exilé témoigne de son arrestation deux jours plus tôt et de la privation de la nourriture subie au commissariat.

Cf. témoignage disponible

Vendredi 20 septembre 2013

Le matin, rafle à la jungle des Afghans, quinze exilés et quatre militant-e-s No Border arrêtés.

Jeudi 26 septembre 2013

- Expulsion des exilés Syriens qui campaient sous une arcade de l'ancienne douane, en face du lieu de distribution des repas, et fermeture de l'arcade qui a été murée avec des planches de bois. Tous ont été arrêtés et les effets personnels jetés à la déchetterie.
- Destruction d'un petit campement d'exilés afghans, également des arrestations.
- L'abri des anciennes douanes, utilisé en abri de fortune pour se protéger de la pluie, a été muré ce matin.

Au cours du mois de septembre 2013 :

- Raids matinaux très réguliers à la jungle afghane, et destruction des tentes par les forces de l'ordre. La police y vient plusieurs fois par semaine, y arrête dix à vingt personnes, dont des demandeurs d'asile, qu'elle relâche généralement dans les heures qui suivent.

- Étant donné les nombreuses expulsions, de nombreuses personnes sont à la rue. La police en profite pour intensifier les contrôles d'identité et le harcèlement policier.

Mardi 1er octobre 2013

- Audience du squat du 51 boulevard Victor Hugo. Affaire mise en délibérée jusqu'au 19 novembre.
- Court témoignage du centre de rétention, d'une personne à l'intérieur :

« C'est dur dans le centre de rétention, c'est plus dur que la prison. Si vous allez en prison vous savez pourquoi. Il y a une raison et le-a juge vous dit ce que vous avez fait de mal. Mais les gens sont mis dans le centre de rétention pour rien. Illes vous prennent tôt le matin, vous arrêtent et vous emmènent au centre de rétention. Deux jours après vous rencontrez le-a juge qui vous dit si vous allez réellement être expulsé ou non. La plupart du temps vous le serez. Lorsque vous avez des papiers illes vous expulsent rapidement, le jour même ou le lendemain. Si vous n'en avez pas ça peut prendre jusqu'à quinze jours. Illes disent qu'illes doivent demander à l'Italie si elle veut de vous ou non. Il y deux repas par jour, à six heures du soir et à midi, une baguette pour quatre personnes.

Ce n'est pas propre à l'intérieur et il y a trois parfois quatre personnes dans la même pièce. Illes frappent les gens. Moi, mais aussi d'autres personnes, c'est la norme. Si vous faites quelque chose de mal, illes vous frappent. Mais illes ne vous disent pas ce que vous avez fait de mal. Illes ne sont pas amicaux, mais très racistes. Illes ne disent jamais rien d'agréable et ne vous écoutent jamais. Mais "inschallah" illes m'expulsent rapidement. »

Mercredi 2 octobre 2013

Occupation du port par les syriens

Une cinquantaine de syriens décident d'occuper spontanément le port de Calais, en bloquant l'accès piéton au terminal des ferries. Ils protestent contre les conditions de vie inhumaines qui leur sont imposées à Calais, les expulsions et les arrestations de squat en squat et celles alors même qu'ils vivent dans la rue pour éviter d'être arrêtés dans des maisons. Ils demandent un meilleur traitement en France, à ne plus être mis dehors des endroits où ils vivent, d'avoir plus de nourriture que le repas unique qu'ils ont actuellement, que le gouvernement français les laisse aller en Angleterre, et à parler au gouvernement anglais.

Dimanche 6 octobre 2013

Trois syriens qui viennent d'arriver (parmi les six qui campent près du phare un peu plus loin du lieu de distribution) ont été arrêtés aux alentours de 20h30. Ils ont été relâchés au milieu de la nature 30mn plus tard et ont du rentrer à pieds.

Vendredi 11 octobre 2013

Un migrant est porté disparu dans le port de Calais, un autre est repêché.

Mercredi 11 octobre 2013

Censure du festival à l'Uni Son, United People par la mairie de Calais.

Cf lettres et explications

Cf. lettres et communiqué de presse disponible

Samedi 19 octobre 2013

Un exilé égyptien est frappé près du canal par des policiers.

Lundi 21 octobre 2013

- Évacuation du squat des érythréens rue Neuve à Calais. Plus de soixante dix érythréens et éthiopiens y vivaient. Les habitants ont pu emmener leurs affaires par petits groupes. Mais tout ce qui n'a pas été emmené a été enfermé dans le squat, malgré le fait que tous les habitants

n'étaient pas présents. Un hébergement d'urgence a été proposé uniquement à une personne, d'après le sous préfet le seul étant en demande d'asile.

Cf. photos et article disponible

- Déploiement important de CRS autour du lieu de distribution des repas.

Jeudi 24 octobre 2013

La maire de Calais poste sur Facebook la création d'une adresse mail pour dénoncer les squats.

« Bonjour à tous,

Je m'adresse tout particulièrement aux Calaisiens et Calaisiennes touchés par les nombreux squats de migrants sur Calais. La situation est difficile c'est pourquoi nous faisons le maximum pour vous. Il ne faut pas hésiter à laisser un mail sur cette adresse:

securitesquatcalais@gmail.com

Lorsque vous voyez des no borders ou des migrants s'implanter illégalement dans une maison. Ainsi, la Police pourra intervenir, en utilisant une procédure spécifique uniquement valable dans un délai de 48H à partir du constat d'intrusion, afin d'évacuer les lieux. Les services de la ville arrivent ensuite pour nettoyer ce qui est possible et condamner le bâtiment. »

Dimanche 27 octobre 2013

Création de la page Facebook « Sauvons Calais », « collectif de lutte contre l'immigration et les associations de pro-migrants ».

Jeudi 31 octobre 2013

- Évacuation et destruction de la jungle soudanaise, chemin des viviers, sur un terrain appartenant à la mairie. La police arrête quinze personnes. Les services municipaux ont emmené les tentes, les couvertures, les sacs, le matériel de cuisine, deux corans, pour les mettre à la déchetterie. Les employés municipaux, qui disent venir pour nettoyer, n'emmenent en fait que les effets personnels, et laissent toutes les poubelles éparpillées. Le camp est dévasté. Les associatifs retournent chercher les affaires personnelles à la déchetterie. Les personnes arrêtés ont été libérées en fin de journée sauf un dont ils ont trouvé traces de ses empreintes en Suède. Les habitants se sont vus menacés par la police de 3 mois de prison s'ils revenaient camper au même endroit.
- Des policiers viennent avec leurs chiens en bas de Victor Hugo aux alentours de 23h, effrayant les femmes et les enfants qui y dorment. Ils contrôlent l'identité d'un exilé qui se trouvait à proximité du squat.

Cf. vidéos disponibles

Septembre et octobre 2013

Photos de Calais

<http://www.flickr.com/photos/67141891@N04/sets/72157636797728175/>

Jeudi 7 novembre 2013

Manifestation des anti migrantEs organisée par le collectif Sauvons Calais.

Dimanche 12 novembre 2013

« Ce dimanche en début d'après-midi, la distribution du repas se termine. Quelques bénévoles discutent à la sortie du lieu de distribution, d'autres sont au campement des Syriens. Tout semble calme.

Soudain trois personnes armées de bâtons et d'une barre de fer vont droit sur une tente et se mettent à frapper. Il y a une personne à l'intérieur. Une voiture de police passe, ralentit et va se garer... quelques centaines de mètres plus loin. D'autres personnes interviennent, dans la confusion

celle qui était dans la tente s'enfuit, la tête en sang. Les bénévoles présents et certains exilés calment le jeu.

D'après le témoignage d'un des bénévoles :

« Lorsque les choses se sont un peu calmées, je suis parti à la recherche qui avait été blessé. J'ai vu un attroupement près de la voiture de police, et j'y suis allé. Il était bien là, couché sur la route. Je suis arrivé à-peu-près en même temps que les pompiers. Comme ceux-ci demandaient comment ça c'était passé, je leur ai expliqué ce que j'avais vu. Les policiers m'ont demandé si je faisais partie d'une association, ils n'ont pas noté ce que je disais sur l'agression, ils ne m'ont pas demandé mon identité pour recueillir ultérieurement mon témoignage. Ils n'ont pas répondu aux Syriens qui leur demandaient d'intervenir. Ils sont partis en même temps que les pompiers. Je suis retourné au campement, les agresseurs y étaient toujours, ils sont partis environ une heure plus tard. Je suis parti vers seize heures, la tension avait l'air d'être retombée. Aucun policier ne s'est montré entre temps. »

Une agression en plein jour, devant témoins, avec une voiture de police à proximité, et des agresseurs qui semblent sûrs de leur impunité. Par contre, à la distribution de repas du soir, quatre voitures de police, et visite du sous-préfet, ce qui annonce en général une expulsion de squat ou de campement. Ce soir lundi, fouille par la police de toute personne entrant au lieu de distribution des repas. Quant aux agresseurs, vas-t-en les trouver, maintenant. Avec un peu de chance, ils provoqueront dans quelques jours ou quelques semaines de nouvelles bagarres, qui serviront de prétexte à de nouveaux contrôles et peut-être à une nouvelle expulsion. »

Ce n'est pas la première fois que la police fait preuve de cette passivité étrangère, et se sert de violences qu'elle ne fait rien pour empêcher comme prétexte à son intervention.

Après la décision du Défenseur des droits concernant le harcèlement policier à Calais, en novembre dernier, la police se met en retrait. Quand des riverains se plaignent, les policiers répondent qu'ils ne peuvent rien faire à cause des associations. Plusieurs bagarres ont lieu sans qu'ils interviennent. Les tensions montent, l'explosion a lieu au moment de Noël, la police s'en sert pour occuper le terrain et se refaire une légitimité.

Le 18 juillet 2012, la mairie de Calais est déboutée par le tribunal de sa demande d'expulsion du squat de la rue Caillette. La mairie fait appel. Le 6 août, une agression a lieu dans le squat et un exilé meurt de ses blessures. Les cinquante habitants du squat sont expulsés dans la journée, court-circuitant la procédure en appel.

Le week-end des 19 et 20 octobre derniers ont lieu plusieurs bagarres impliquant des Érythréens. Le 21 octobre, le squat des Érythréens, Rue neuve, est évacué. Les bagarres disparaissent aussitôt après l'expulsion.

Tout se passe comme si la police, dans sa guerre aux migrantEs, utilisait la violence entre migrantEs pour légitimer les expulsions et l'accroissement des contrôles. Et comme si elle laissait faire ces violences entre exilés qui lui sont si utiles. Utiles aussi pour demander plus d'effectifs, revendication qui réunit le syndicat Alliance, proche de l'extrême-droite, et la maire de Calais. Comme si, ici, police et politique étaient toujours mêlées.

27 novembre 2013

L'huissier s'est rendu au squat boulevard Victor Hugo

Samedi 30 novembre 2013

Début de la surveillance des chalets de la plage par des vigiles

Vendredi 13 décembre 2013

Des contrôles d'identité ont lieu à proximité immédiate du Squat Victor Hugo accueillant les femmes exilées.

Lundi 16 décembre 2013

Ce matin au petit jour la police est venue au campement des Syriens, en face du lieu de distribution des repas, les a fait sortir des tentes pour les compter, et leur a dit qu'ils devaient partir de là. Une camionnette de CRS est restée garée à proximité pendant toute la matinée.

Mercredi 18 décembre 2013

Une partie du campement des Soudanais a été détruit par la police cette après-midi, les tentes détruites, les effets personnels emmenés on ne sait où.

Jeudi 19 décembre 2013

A 14h la police a démantelé les tentes des soudanais chemin des viviers. Aucune arrestation mais une bonne trentaine de personnes vont dormir à même le sol, et les sacs personnels ont été confisqués.

Samedi 21 décembre 2013

Des précisions de la part de C qui a eu le PAF et une personne d'Onet au téléphone au sujet des affaires des soudanais: C'est la PaF qui lui a dit qu'ils étaient intervenus suite à une plainte d'eurotunnel et que c'est Onet qui a ramassé les tentes et les affaires. Les trucs mouillées et jugées irrécupérables ont été jetées et des sacs déposés le long d'une grille (entre Lapeyre et la la station service auchan). Elle est allée voir sur place et a trouvé deux sacs poubelles noirs plein de fringues, pas de sacs. Elle est allée voir les soudanais pour montrer le contenu des sacs poubelles, et vu qu'il n'y avait pas les sacs perso disparus, tout le monde était bien dégouté. Elle a donc appelé Onet, et elle est tombée sur une personne à Saint Omer qui lui a confirmé le dépôt d'affaires à cette fameuse grille, et que la PaF a fait des photos. C a dit qu'il manquait des choses mais il n'y a pas eu moyen d'avoir plus d'info sur où sont passées ces affaires.

Elle a rappelé la PaF . Puisqu'ils avaient pris des photos, on pouvait savoir combien de sacs avaient été déposés à la grille... juste les deux qu'elle avait trouvé ou y avait il plus de choses qui auraient disparu avant son arrivée? Et est tombé sur un moins bavard qui l'a envoyé promener. Donc, pour poursuivre "l'enquête" il me semble qu'il faudrait savoir s'il y a une équipe privée de nettoyage privée payée par eurotunnel, à demeure sur la zone, et donc, avec un lieu de dépôt, où on pourrait aller faire un tour rapidement si une telle intervention se reproduit. Ou s'ils ont fait appel à un prestataire occasionnel et que tout est parti à la déchetterie de saint omer ou ailleurs.

Jeudi 26 décembre 2013

Accompagné de la maire Natacha Bouchart, du commissaire de Calais et de nombreux CRS, le préfet du Pas-de-Calais Denis Robin est allé ce jeudi matin à la rencontre des commerçants de Calais, en particulier ceux du centre commercial des 4B. Objectif : leur présenter le nouveau dispositif de sécurisation de Calais - qui prévoit une présence accrue des CRS dans la ville

« Le préfet précise que les CRS auront l'autorisation, délivrée par le procureur, « de procéder à des contrôles d'identité et à des interpellations » et de « participer aux évacuations de squats ». Au total, une CRS de 75 fonctionnaires sera détachée toutes les quatre semaines à Calais. Elle sera répartie en deux équipes (la journée pour l'une, le soir et la nuit pour l'autre). Chaque équipe sera composée de six patrouilles de cinq ou six fonctionnaires qui se déplaceront « aussi bien à pied qu'en véhicule ». Jusqu'ici, des CRS étaient déjà détachés à Calais, mais ponctuellement : « Ils étaient sous l'autorité de la police aux frontières, avec la mission de contrôler l'immigration clandestine sur un territoire très large » qui ne se limitait pas à Calais, précise le préfet. Dorénavant, les effectifs missionnés dans la ville y seront « fidélisés » : « On ne pourra pas les retirer de Calais sans mon autorisation ». La compagnie qui sera affectée à partir de ce lundi vient de Rouen.

Lundi 30 décembre 2013

Incendie des douches installées pour les exilés zone Marcel Doret, et gérées par le Secours catholique.

Mardi 7 janvier 2014

Des contrôles d'identité ont lieu à proximité du squat Victor Hugo, où vivent les femmes et enfants exilé-e-s.

Cf. vidéo disponible

Vendredi 10 janvier 2014

- Ce matin 10 janvier vers 8h30, une opération de police a eu lieu dans le campement rue Lamy qui compte une soixantaine de tentes abritant une centaine de migrants de plusieurs nationalités.

Les CRS et la PAF ont procédé au contrôle d'identité de 107 personnes et à 15 interpellations dont des mineurs, aboutissant sur 4 placements en Centre de rétention.

« C'est une opération banale, comme il peut y en avoir dans tous les squats », a expliqué hier soir Alain Gérard, le sous-préfet de l'arrondissement de Calais.

- Expulsion illégale occupaient une maison inhabitée de l'OPH (office public de l'habitat), au 221 route de Saint-Omer à Calais. Les militant-e-s ont les preuves pour attester qu'ils habitent cette maison depuis plus de quarante-huit heures, ce qui ne permettait plus aux forces de l'ordre d'agir en flagrant délit. Quatre d'entre eux, qui avaient été interpellés au moment de l'expulsion, ont été relâchés sans poursuites quelques heures plus tard, au motif que l'infraction - à savoir une dégradation en réunion - n'était pas suffisamment caractérisée.
- 11 camionnettes de CRS et PAF viennent au camp en face du lieu de distribution peu avant 09 heures. Ils ont demandé à toutes les personnes de sortir hors des tentes et les ont divisés en groupes de nationalité : les Afghans, les Syriens, les Pakistanais. il y avait deux camionnettes d'arrêt et entre 25 et 30 arrestations, pas 15, mais Je n'ai pas réussi à bien compter. 5 sont encore dans le centre d'expulsion Coquelles - Afghans et Pakistanais et un Syrien avec des papiers italiens. Beaucoup de gens avec des documents valides ont été arrêtés - et libérés à nouveau. Certains policiers étaient très désagréables coups de pied aux ns dans les tentes.

Samedi 11 janvier 2014

Manifestation anti-migrantEs à l'appel du Collectif Sauvons Calais. Les militant-e-s antifascistes sont bloqués par les CRS.

Mardi 14 janvier 2014

- Rafle importante le matin au campement en face du lieu de distribution des repas. Pas de destruction mais plusieurs arrestations. Dispositif policier important.

Cf. photos et vidéos disponibles

- Contrôles d'identité et fouille de militant-e-s devant le squat de Victor Hugo. Cinq fourgons de CRS sont présents devant la maison hébergeant des femmes et des enfants, de nombreux policiers sont sortis des fourgons et sont à l'extérieur devant la maison durant le contrôle d'identité des militant-e-s habitant-e-s.

Cf. vidéos disponibles

Mercredi 15 janvier 2014

Contrôle d'identité à la jungle des soudanais, derrière le Leader Price chemin du vivier.

Jeudi 16 janvier 2014

- Le matin La police prend des photos à la jungle des soudanais, chemin des viviers.
- Le soir, un petit bâtiment qui abritait une vingtaine de Soudanais près d'un stade du fort Nieulay a été fermé, les affaires personnelles sont restées à l'intérieur.
- La police est venue au campement en face du lieu de distribution des repas avec des interprètes pour compter les gens.

Vendredi 17 janvier 2014

- Aux alentours de 7h30, 6 fourgons de police, 2 voitures et un van sont venus au camp en face du lieu de distribution et a contrôlé les papiers des exilés. Il y a eu deux arrestations, une personne afghane et une personne syrienne.
- La police est venue une seconde fois, avec des interprètes pour compter les gens. Une benne a ordures a été mise à côté du camp.

Mercredi 22 janvier 2014

Procès No border contre l'OPH et la préfecture reporté au 05 février.

Vendredi 24 janvier 2014

- Après la vague d'expulsions ayant débutée en septembre dernier, un petit groupe d'exilé avait trouvé à s'abriter sous une halle ouverte d'une usine abandonnée, derrière le chantier d'un supermarché. Mais le chantier arrive à sa fin, et une clôture a été édiflée, fermant le site de l'ancienne usine. Les exilés, qui sont actuellement une dizaine, Égyptiens et Syriens, dont certains sont peut-être mineurs, ont été informés qu'ils devraient quitter les lieux prochainement. Aucune décision d'expulsion ne leur a été signifiée, mais une intervention de la PAF pour leur faire quitter les lieux serait prévue pour le début de la semaine prochaine.
- Un petit campement où vivaient une douzaine de syriens et d'égyptiens a été expulsé en milieu de journée. Ce matin la clôture qui allait fermer l'ancienne usine où ils s'abritaient était pratiquement terminée, et l'accès allait de venir impossible sauf en escaladant. La PAF les a fait partir.
- Le petit campement qui abritait une douzaine d'Égyptiens et de Syriens dans une ancienne usine derrière le nouveau Lidl du boulevard Curie a été évacué aujourd'hui en milieu de journée.
- A la distribution alimentaire de 18h un car de CRS est garé au rond point, alors qu'une voiture de police est comme d'habitude derrière le grillage, face aux exilé-e-s.

Mardi 28 janvier 2014

Vers 9 heures, les CRS ainsi que la PAF ont effectués un contrôle au campement en face du lieu de distribution alimentaire, Rue Lamy. Cinq personnes ont été contrôlées : quatre No-Borders et un syrien, qui a été interpellé.

Cf Journal :

« Interrogé sur la fréquence élevée de ces contrôles dans le squat de la rue Lamy, le sous-préfet explique : « Nous sommes obligés d'agir ainsi. Quand ils voient les policiers arriver, les No-Borders préviennent les migrants qui prennent la fuite ou se cachent dans les tentes. » Celles-ci sont cependant toutes inspectées par les forces de l'ordre, comme constaté lors de l'opération du 10 janvier. »

Vendredi 31 janvier 2014

Un jeune exilé de 17 ans est mort dans la nuit de jeudi à vendredi sur l'autoroute A16, près de Calais, après avoir été percuté par un véhicule dont le conducteur a pris la fuite. L'accident s'est produit peu avant 04H00 à Marck-en-Calais.

Lundi 3 février 2014

- Un exilé iranien d'une trentaine d'années a été tué par balle dans la zone de Marcel Doret.
- Dans la nuit du 3 au 4 février 2014, aux alentours de 3h du matin, deux policiers ont frappé à la porte du squat Victor Hugo qui héberge les femmes et les enfants. Ils ont déposé une femme et son bébé.

Mardi 4 février 2014

Une vingtaine d'exilés, majoritairement syriens et égyptiens manifestent au port en réaction aux deux décès en quelques jours. Ils se voient bloqué l'accès par les CRS et la police et restent manifester 1h30.

Plusieurs se sont plaints de contrôles et de fouilles répétés de la part de la police sur leurs campements, et d'avoir été insultés ou frappés ces dernières semaines par des CRS. Interrogé sur ce point, le sous-préfet de Calais Alain Gérard a déclaré être « *très surpris* » par ces allégations : « *Très clairement, nous n'avons reçu aucun dépôt de plainte de la part des migrants, ni d'autres personnes ou des associations. Aucun fait de violence envers les migrants n'est établi et il faut prendre ces propos avec beaucoup de prudence* », a-t-il expliqué. Alain Gérard rappelle que les CRS (dont la présence a été [renforcée](#) suite à la venue du ministre Manuel Valls à Calais) « *font leur travail et interpellent sur réquisition du parquet, mais sans violences ni insultes. S'il y avait eu la moindre dérive, nous en aurions été avisés* ».

Mercredi 5 février 2014

Procès No Border contre OPH et préfecture. Reporté au 12 mars.

Jeudi 6 février 2014

Le matin, descente de police au campement en face du lieu de distribution des repas. Une dizaine de fourgons de la PAF et des CRS. Deux personnes ont été arrêtées, puis placées en centre de rétention.

Vendredi 7 février

Le matin, nouvelle rafle policière au campement de la rue Lamy, face au lieu de distribution des repas. Huit fourgons et une fourgonnette de police, PAF et CRS. D'après les habitants du campement, la police vient maintenant chaque jour arrêter quelques personnes, y compris des demandeurs d'asile porteurs d'un document attestant de leur identité.

Samedi 8 février 2014

Une nouvelle manifestation a eu lieu cette après midi. Une quarantaine d'exilés, Syriens, Égyptiens, Kurdes, Afghans, mais aussi Soudanais et Érythréens, et leurs soutiens, ont parcouru la ville du lieu de distribution des repas au théâtre et retour. Leurs slogans portaient principalement sur des conditions de vie dignes, la liberté de circulation, a liberté tout court, l'union entre les exilé-e-s de toute origine.

Cf. article

Lundi 17 février 2014

Première manifestation du collectif « Sauvons Calais » en face du squat rue Emile Dumont à Coulogne.

Mardi 18 février 2014

Vers 7h du matin, le squat rue Emile Dumont à Coulogne est attaqué par deux individus visiblement alcoolisés qui ont essayé d'y pénétrer à coup de masses. La police a mis près d'une demi-heure pour arriver et arrêter deux des assaillants.

Mercredi 19 février 2014

- Rafle ce matin à 10 heures au campement en face du lieu de distribution alimentaire, six fourgonnettes CRS ainsi que la PAF, deux personnes sont arrêtées.
- Jusqu'à 70 manifestants devant la fermette squattée à Coulogne. En milieu de soirée, jusqu'à 70 manifestants étaient présents. Les CRS étaient en renfort, présents à proximité. Peu avant minuit, une trentaine de personnes au provoquent et insultent. Des hommes, capuche sur la tête, écharpe masquant leur visage aussi.

Jeudi 20 février 2014

Le soir, vers 22h, 50 fachos sont en train de défoncer le toit du squat à Coulogne, les flics sont là mais ne font rien. Ils ne sont pas beaucoup à l'intérieur, besoin de soutien, de téléphoner aux journalistes, aux flics, etc. une bonne trentaine de jeunes prêts à assaillir la maison.

6 flics devant. le toit est plein de trous à cause des lancés de pierres.

Une militante qui s'est rendue sur place témoigne : *« je me suis fait traitée de salope devant les policiers alors que je disais rien du tout. Pourquoi ils ne les évacuent pas, j'en sais rien. ils ont juste promis de rester là jusqu'à ce que les manifestants partent. »*

Vendredi 21 février 2014

Une vingtaine d'opposants au squat jettent des pierres sur la ferme, au 122 rue Emile Dumont à Coulogne dès 20h. Trois policiers sont là, mais ne font rien. Le préfet avait dit qu'il y aurait des arrestations, il n'y en a pas.

Dimanche 23 février 2014

Témoignage d'une personne ayant été dans l'après midi devant le squat de Coulogne :

« Il y avait 6 policiers sur le trottoir de la maison et une cinquantaine d' "assiégeurs" sur le trottoir d'en face. J'ai parlé aux policiers directement. Ils nient les jets de projectiles ou disent que les personnes à l'intérieur n'ont pas à y être. ils disent que ce sont les personnes de la maison qui provoquent ceux du trottoir (rien que par leur présence dans la cour) ils ne trouvent pas qu'il y ait trouble à l'ordre public et matière à dispersion. Et au sujet des cocktails Molotov de cette nuit, on m'a répondu que de toute façon c'est une maison qui va être détruite. Je leur ai dit mon inquiétude de voir des jeunes de moins de 15 ans qu'on laisse s'énerver avec des mensonges et lancer des pierres devant des policiers qui ne disent rien. Il m'a été répondu que je peux aller essayer de les calmer, si je sais parler aux jeunes. Donc des projectiles pierres et pétards, morceaux de briques, sont lancés en direction de la maison ou sur les personnes dans la cour. Par dessus les gardiens de la paix qui discutent entre eux et ne voient rien. Surréaliste. Une voisine, 3 maisons en face plus loin nous a dit que hier une pierre a touché une voiture de police et que là les gens se sont fait engueuler. A part ça, on n'a pas essayé de les prendre en photos, ni de les interpellé et on n'a pas été inquiétés par les haineux. »

Lundi 3 mars 2014

Evacuation de la maison habitée Impasse Leclerc. Les CRS repoussent les bénévoles agressivement dans la rue, ainsi que les journalistes. Personne ne peut assister à l'expulsion, les militant-e-s présents en soutien entendent juste les cris de leurs amis à l'intérieur.

Cf. photos et vidéos disponibles

Jeudi 6 mars 2014

Vers 22h la police est venue au campement face au lieu de distribution alimentaire, a procédé à des contrôles d'identité et des arrestations (nombre incertain).

Vendredi 7 mars 2014

Quatre fourgons de CRS et deux de la PAF sont venus vers 10h au camp en face du lieu de distribution des repas et ont arrêté 2 personnes.

Dimanche 9 mars 2014

Un exilé albanais de 26 ans est retrouvé tué sur l'aire de repos de l'Épître, sur l'A16, suite à une rixe.

Mercredi 12 mars 2014

Audience reportée deux fois par le préfet, l'audience du procès pour voie de fait intenté par les habitants du squat de la route de Saint-Omer à l'encontre de l'État, au titre de l'intervention des

forces de police, et de l'OPH (Office Public de l'Habitat) comme propriétaire des lieux, a enfin eu lieu. Le jugement est mis en délibéré, et sera rendu public le 16 avril.

Nuit de mercredi 12 à jeudi 13 mars

Un homme éthiopien a été percuté et tué par un véhicule sur l'Autoroute A26 tout près de l'Aire de Rely (proche de Norrent-Fontes). Le conducteur ne s'est pas arrêté.

Jeudi 13 mars 2014

Un exilé irakien est repêché dans le port.

Vendredi 14 mars 2014

Senay Berha, 25 ans, un des habitants du campement des Érythréens au bord du bassin de la batellerie, a été retrouvé mort dans le canal en milieu de journée. Il avait disparu depuis plusieurs jours.

Nuit du 14 au 15 mars 2014

Un habitant éthiopien du campement du bassin de la Batellerie, Abdullah, est mort cette nuit. Ils sont montés à trois dans un camion qui n'allait pas dans la bonne direction. Quand ils s'en sont aperçus, ils ont fait du bruit pour que le chauffeur s'arrête. Le chauffeur a freiné brusquement, et l'un des trois s'est cogné la tête brusquement. Les deux autres se sont enfuis et sont rentrés à Calais à pied. Ils sont allés au squat Victor Hugo où quelqu'un a téléphoné aux hôpitaux pour avoir des nouvelles. C'est comme ça qu'ils ont appris que leur compagnon était mort quand les secours sont arrivés. Ils ont été déposés à la police, malgré le fait qu'ils étaient en état de choc.

Samedi 15 mars 2014

Les fascistes de Sauvons Calais étaient très présents aujourd'hui, sur la place d'Armes puis devant les différents squats. Huit personnes se sont regroupées devant le squat rue Masséna pendant un moment.

Dimanche 23 mars 2014

La ferme de Coulogne est encore attaquée.

Mercredi 25 mars 2014

Deux voitures de la PAF, immatriculées AC077LG et 59A2207C viennent au camp en face du lieu de distribution aux alentours de 00h15. Ils obligent sept afghans à se mettre à genoux, puis les font monter dans le fourgon ainsi que deux algériens. Ils mettent 3 personnes dans le coffre de la fourgonnette. Ils conduisent jusqu'au Cap Blanc Nez, et les laissent là-bas (12km de Calais).

Lundi 31 mars 2014

Violences policières au camp des érythréens.

Le mois de mars 2014

- La police a été très violente dans les parkings. La violence de la police a quelque peu changée ces dernières semaines : les raids et des arrestations quotidiennes dans les lieux de vie et dans les rues semblent laisser la place, ou être complétées par un contrôle important et des violences sur les zones de passage la nuit.
- Expulsion d'un petit campement près de celui de la Batellerie. De l'autre côté du canal par rapport au campement principal, se trouvaient une dizaine de petites tentes serrées les unes contre les autres pour profiter de l'abri du pont Mollien. Elles ont disparu, et des grilles empêchent l'accès. L'expulsion a sans doute eu lieu le 31 mars, la procédure légale utilisée est inconnue.

Mardi 1^{er} avril 2014

Procès des squats rue de Vic, Masséna et Auber. La décision est mise en délibérée pour le 18 avril 2014.

Jeudi 3 avril 2014

Les CRS présents comme d'habitude autour du lieu de distribution des repas, ont aussi contrôlé des véhicules. Contrôles non systématiques, sans critères apparents de type de véhicule, de nombre de personnes, d'âge ou de sexe de la personne conduisant. Ils n'avaient pas l'air de chercher quelque chose ou quelqu'un en particulier. Mais parmi les personnes potentiellement contrôlées, les membres d'associations ou de collectifs venant à la distribution de repas ou au campement qui est en face.

Vendredi 11 avril 2014

- Une cinquantaine de CRS ainsi que la PAF, la police municipale, le commissariat central et le sous préfet étaient présents à 7h30 et ont procédé à l'évacuation de la jungle soudanaise. Neuf personnes ont été interpellées : sept soudanais, un tchadien ainsi qu'une militante, dont trois personnes ayant des papiers. Ils ont été relâchés dans l'après midi.

Cf. photos, vidéos et article disponibles <http://www.nordlittoral.fr/fait-divers-justice/le-squat-des-soudanais-a-ete-evacue-ia6b0n94980>

- Interdiction préfectorale de la manifestation prévue par le collectif Sauvons Calais contre « *contre l'immigration de masse, l'insécurité, les pro-migrants et les journalistes vendus* »

Jeudi 17 avril 2014

- Descente de police sur la plage de Blériot pour vérifier les chalets. Cf journal
- Quatre migrants sont repêchés en hypothermie dans le port. Ils tentaient de rejoindre un ferry pour aller en Angleterre.

Vendredi 18 avril 2014

Le tribunal d'instance de Calais ordonne l'expulsion des squats rue Masséna, rue de Vic, rue Auber.

Samedi 19 avril 2014

Une voiture de police est venue au garage loué par les No Border, stockant des vêtements et matériel humanitaire de première nécessité. Les exilés présents ont eu peur et sont partis.

Mercredi 23 avril 2014

Manifestation de 250 personnes de la ZUP contre les violences policières

Cf. journal :

« Contrôles d'identité à répétition, grossièreté et agressivité des fonctionnaires de police, c'est l'interpellation brutale de deux habitants avec usage de gaz lacrymogènes, et leur placement en garde-à-vue pour outrage, qui a déclenché dans un premier temps un mouvement de révolte hier soir mardi, avec feux de poubelles et jets de pierre sur les policiers, puis une manifestation pacifique cet après-midi de la ZUP à la sous-préfecture, où une délégation a été reçue.

Un syndicaliste de la police s'y exprime avec une sincérité désarmante :

« La direction centrale des CRS s'est rendue compte que les migrants n'apportaient rien en matière de chiffre. Ils ont commencé à modifier leur mission parce que les migrants, ça ne rapportait pas assez. » déclare Gilles Debove, d'Unité SGP Police-FO. »

Jeudi 24 avril 2014

Dans la soirée, des militant-e-s récupérant de la nourriture dans les poubelles se font suivre par des policiers non identifiés, braqués, et arrêtés sans raison. Ils ressortent sans charge et sans savoir pourquoi ils ont été arrêtés.

Dimanche 27 avril 2014

Aux alentours de 22h des exilés essayant de se rendre en Angleterre subissent des violences policières sur un parking.

Cf. témoignage disponibles

Lundi 28 avril 2014

Abdallah A. se fait renverser à vélo par une personne qui ouvre sa portière. Il a été blessé et son vélo était cassé. La police est arrivée. Une officière de police a voulu le menotter et l'a empêché de prendre une photo de la plaque d'immatriculation. D'autres policiers sont arrivés et ont accusé Abdallah d'avoir causé l'accident. Aucun constat n'a été fait. Il a été emmené à l'hôpital et il avait une fracture de la clavicule gauche. Les policiers n'ont pas noté la bonne immatriculation et donc il n'a pas pu obtenir réparation pour son préjudice.

Mardi 29 avril 2014

A 19h45, une voiture de police (CW 871 RW) se rend au garage où les activistes distribuent vêtements et matériel aux exilé-e-s.

Jeudi 1^{er} mai 2014

Aux alentours de 1H une dizaine de CRS sont arrivés. Ils ont gazés toute la nourriture, le matériel pour cuisiner et les tentes de la quinzaine d'exilés afghans qui étaient présents.

Cf. témoignage disponibles

Dimanche 4 mai 2014

Vers 1h du matin, un jeune érythréen de 16 ans, Mengs Medahne, est décédé sur l'A15 au niveau de Condette. Il s'est rendu compte que le camion dans lequel il était monté avec deux de ses camarades allait dans la mauvaise direction, il a sauté en marché et a été percuté par les deux véhicules qui suivaient. Les deux amis qui étaient avec lui dans le camion, sous le choc, ont été conduits au commissariat.

Lundi 5 mai 2014

Un afghan est repêché alors qu'il essayait de traverser la manche sur un radeau.

Mardi 6 mai 2014

La police est allée à la jungle afghane dans la nuit, a gazé des tentes et frappé des exilés. Un exilé érythréen a été frappé sur un parking de camion. Il est reparti en ambulance.

Jeudi 8 mai 2014

Un jeune érythréen se fait contrôler sur un parking alors qu'il essayait d'aller en Angleterre. Il court pour échapper aux policiers. Ils le rattrapent et l'un d'entre eux lui porte volontairement un coup au visage, lui ouvrant la lèvre.

Mercredi 14 mai 2014

Hamidullah A. se fait tabasser par cinq policiers devant le camp des syriens, à l'entrée du lieu de distribution des repas, rue Lamy

Jeudi 22 mai 2014

- Quatre mineurs Érythréens sont arrêtés par des policiers au port. Ils leur prennent leurs chaussures et leur disent de rentrer dans leur pays comme ça.
- Une bénévole de MDM récoltera aussi ce jour-là des témoignages d'une personne qui s'est fait racketté de l'argent par la police sur le camp des afghans et d'autres personnes qui se sont fait passés à tabac.

Mercredi 28 mai 2014

Evacuations

Mercredi 4 juin 2014

- Sept exilés éthiopiens ont été arrêtés devant la porte du squat Victor Hugo
- Aux alentours de 20h45, plusieurs cars de CRS, environ 6 ou 7 avec quelques voitures de police sont venus au squat Rue de Vic. Ils se sont introduits dans la maison, ont essayé de casser la porte du premier étage derrière laquelle les habitant-e-s s'étaient retranchés. Ils n'ont pas réussi ou en tous cas ne sont pas rentrés, et sont sortis brandissant des bombes lacrymogènes en faisant des doigts d'honneur aux migrantEs. Ils ont ensuite fait un tour de voisinage pour savoir depuis combien de temps les exilé-e-s sont là et sont partis lorsqu'un crs a dit "les gauchos sont arrivés". Les trois personnes qui étaient à l'extérieur de la maison se sont faites arrêtés, deux ont été relâchées quelques après, et une le lendemain.

Jeudi 5 juin 2014

- Un jeune érythréen de 16 ans a été frappé par la police lorsqu'il essayait de passer en Angleterre.
- Un exilé afghan de 23 ans est frappé par la police alors qu'il rentrait au lieu de distribution vers 3h30. La police lui a donné un coup de matraque sur le bras.
- Un exilé syrien a également été frappé par la police, et est revenu au camp avec une plaie sur le crane.

Vendredi 6 juin 2014

- Un Érythréen de 16 ans se fait violenter par la police. Il ne peut plus ouvrir l'œil gauche, sa paupière saigne. Les pompiers sont appelés. La police arrivera quelques minutes après, soit disant pour intervenir à cause d'une bagarre sur le camp.
- Deux autres personnes seront victimes de violences policières ce jour-là, un afghan qui a été notamment blessé à l'avant-bras et un syrien, blessé à la tête.
- Les trois ont été frappés à la tête, l'un avec un instrument contendant.

Lundi 9 juin 2014

Evacuation du squat 86 rue Masséna par une demi-compagnie de CRS (environ 35 CRS) malgré les éléments prouvant que la maison est occupée depuis plus de 48h. Quatre activistes sont arrêtés. Ils seront relâchés sans aucune charge liée à l'occupation, mais pour refus de prélèvement ADN.

Cf. photos et article disponibles

Jeudi 12 juin 2014

Sept Égyptiens se font tabasser par la police lors d'une tentative de passage

Vendredi 13 juin 2014

Un jeune mauritanien se fait arrêter par la police. Il se fait insulter par les officiers de police qui Les policiers ne veulent pas qu'il rentre dans leur véhicule car il risquerait de « salir les sièges ». Ils veulent qu'il courre devant le véhicule. Le jeune refuse, et est obligé de marcher à côté du véhicule

pour arriver jusqu'aux locaux de la police dans le port de Calais. Dans ces locaux, il est tabassé par un agent de police parce qu'il a voulu « faire la forte tête ». Il est ensuite amené à l'hôtel de police de Coquelles. A sa sortie, les policiers le dépose à 100 mètres de l'hôtel de police. Il a dû marcher pendant 2 heures pour pouvoir retourner au lieu de distribution des repas.

Mercredi 25 juin 2014

Dans l'après midi un jeune érythréen se rend à l'hôpital, il a été frappé à la tête par des policiers. Il a une petite plaie, et une forte douleur.

Jeudi 26 juin 2014

- Un mineur érythréen de 17 ans a la lèvre fendue par le coup de poing d'un policier la nuit précédente.
- Un Érythréen a le nez cassé et des plaies aux jambes, tabassé par des policiers la nuit précédente.

Depuis le début de l'année et suite à la venue de Manuel Valls à Calais, des fourgons de CRS patrouillent autour du lieu où sont distribués les repas aux exilé-e-s dès une heure avant le début du repas jusqu'après la fin de celui-ci. Environ une demie-heure avant le début du repas, trois fourgons de CRS, ou parfois plus, et un nombre variable de véhicules de la PAF, s'installent à l'entrée du lieu de distribution et aux intersections voisines, et y restent jusqu'après la fin du repas.